

CREDOC

"Bibliothèque"

142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tel. (1) 40 77 85 06

COLLECTION des RAPPORTS

JANVIER 91

■ N° 94

Enquête "Conditions de vie et aspirations des Français"

LES OPINIONS SUR L'ENERGIE

A LA VEILLE DE L'ETE 1990

(Vague de Printemps 1990)



Françoise Gros

Crédoc - Collection des rapports.
N° 94. Janvier 1991.

CREDOC•Bibliothèque



CREDOC



Enquête "Conditions de vie et aspirations des Français"

Automne 1989 - phase 12

LES OPINIONS SUR L'ENERGIE

A LA VEILLE DE L'ETE 1990

(Vague de Printemps 1990)

Françoise Gros

CONDITIONS DE DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Etude réalisée à la demande de :

- . l'Agence Française pour la Maitrise de l'Energie
- . l'Electricité de France
- . le Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire (Observatoire de l'Energie)

Le département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur adjoint)
- . Laurent Clerc, Catherine Duflos, Ariane Dufour, Françoise Gros, Lucette Laurent, Olivier Martin, Viviane Payet-Thouvenot.

C R E D O C

Président : Bernard Schaefer
Directeur : Robert Rochefort

SOMMAIRE

	Pages
Résumé	1
I - Les opinions sur l'évolution probable des prix à la veille de l'été 1990	1
II - L'indépendance énergétique de la France et les économies d'énergie	4
Présentation	7
 PREMIERE PARTIE - Le prix de l'énergie : facture pétrolière et facture individuelle	 9
I - Les opinions sur l'évolution probable des prix à la veille de l'été 1990	9
A - Les risques d'augmentation des prix dans les 5 ans à venir	9
B - Les évolutions des prix des énergies dans les mois à venir	17
II - La compétitivité des énergies en termes de coût	23
III - Le niveau de préoccupation au quotidien	31
 DEUXIEME PARTIE - L'indépendance énergétique de la France et les économies d'énergie	 37
I - L'indépendance énergétique de la France	37
A - Pour accroître l'indépendance énergétique de la France, que vaut-il mieux favoriser principalement ?	37
B - Le nucléaire	44
II - Les économies d'énergie	49
A - Les travaux d'économie d'énergie dans le logement : où les Français rechercheraient-ils plutôt les renseignements dont ils ont besoin ?	49
B - Pour des travaux d'amélioration du logement, de quel ordre sont les renseignements jugés les plus utiles ?	57
C - La population connaît-elle un organisme qui s'occupe en France d'économies d'énergie ? Une réponse mitigée	65
D - Que pense l'opinion publique de la mise en application de l'heure d'été ?	68

RESUME

I - Les Opinions sur l'évolution probable des prix à la veille de l'été 1990

- Les risques d'augmentation des prix dans les 5 ans à venir

Pour 40% des Français, c'est l'électricité qui apparaît être l'énergie la plus menacée en matière d'augmentation des prix. Le carburant-auto l'est pour sa part pour 3 Français sur 10 (33%) et le fioul par 9%; le gaz atteint seulement 5% des réponses ainsi que le bois. Il faut donc enregistrer au printemps 1990 une percée des craintes sur le prix de l'électricité.

Sexe, âge, activité et diplômes sont les principales caractéristiques socio-économiques influant sur les opinions en matière d'augmentation des prix. Les femmes craignent davantage une augmentation du prix de l'électricité que les hommes et les plus jeunes sont nombreux à citer le carburant-auto comme l'énergie la plus menacée. Moins on est diplômé, plus on craint en premier lieu une hausse du prix de l'électricité. A l'inverse, la possession d'un diplôme technique ou du bac conduit à faire part plus souvent de craintes pour le carburant-auto. La hausse du prix du carburant est plus souvent redoutée par les hommes actifs, celle de l'électricité par les femmes inactives.

- Les évolutions des prix dans les mois à venir

Plus de quatre cinquièmes (84%) des Français estiment que le prix du carburant va augmenter dans les mois à venir. Les trois quarts des Français ont fait cette même réponse en ce qui concerne l'électricité, 66% pensent que le prix du pétrole va augmenter et 64% ont cette opinion pour le prix du gaz. C'est pour le carburant que les réponses "le prix va rester stable" sont les plus faibles : 13%.

Le phénomène des "cumuls d'appréciation" ne fait pas ici d'exception. Ainsi, lorsqu'une énergie a fait l'objet d'une réponse "va augmenter", on trouve plus souvent cette même réponse pour les trois autres types d'énergie. Autrement dit, craindre une augmentation du prix d'une énergie va souvent de pair avec une crainte d'augmentation de toutes les énergies.

L'analyse des opinions sur les risques d'augmentation dans les mois à venir et dans les 5 années prochaines fournit deux informations différentes : pour le court terme, les craintes premières portent, au printemps 1990, sur le carburant-auto ; pour le moyen terme, par contre, l'électricité apparaît toujours en première place pour les risques de hausses, quel que soit le type de craintes exprimées pour le court terme.

Les opinions sur les craintes dans les mois à venir varient principalement selon l'âge et le diplôme. L'âge est un critère discriminant essentiellement pour les réponses concernant l'électricité et le gaz. Le diplôme l'est également pour ces deux énergies, mais il l'est aussi pour le pétrole. Ces deux critères (âge et diplôme) n'ont, par contre, aucune incidence sur les réponses concernant le carburant-auto.

- La compétitivité des énergies

Pour les Français, l'énergie la plus compétitive est l'électricité, placée avec plusieurs points d'avance devant le gaz (respectivement 33% et 27% des réponses). En revanche, c'est le bois qui est, sans conteste, désigné comme le moins compétitif (36%), devant le charbon (25%).

C'est l'énergie utilisée pour le chauffage de son logement qui est souvent citée comme la plus compétitive. Ainsi, près de la moitié de ceux qui ont cité le fioul comme le plus compétitif ont leur chauffage principal alimenté par cette énergie. De même, on cite plus souvent le gaz naturel et le bois comme les énergies les plus compétitives quand on est chauffé principalement par chacune de ces deux sources d'énergies. Le même phénomène existe pour l'électricité, mais en plus atténué.

Le bois est cité comme plus compétitif dans les petites communes. Par contre, les individus résidant en région parisienne considèrent plus souvent qu'en moyenne que l'électricité est l'énergie la plus compétitive. Les habitants des petites communes ont davantage confiance dans la compétitivité du fioul (en plus de celle qu'ils accordent au bois); ceux des grandes villes ont souvent cité le gaz comme l'énergie la plus compétitive. Le type de logement de résidence se trouve implicitement mêlé aux différents choix; ainsi, les réponses favorables au fioul et au bois ont été massivement données par les résidents en pavillon. La compétitivité de l'électricité est davantage reconnue par les habitants d'immeuble. Enfin, pour les personnes âgées, le fioul est souvent considéré comme l'énergie la plus compétitive et on trouve plus fréquemment des jeunes parmi les partisans de l'électricité.

- Le niveau de préoccupation au quotidien

Près de la moitié des Français se disent intéressés par le montant annuel de leur consommation d'énergie et déclarent en avoir une idée précise. Presque 30% déclarent aussi s'intéresser au montant annuel de leur consommation d'énergie, mais sans en avoir d'idée précise. Par contre, ceux qui ne portent pas du tout intérêt à ce montant représentent 11% de la population et 15% ont choisi la proposition moins volontariste : "cette dépense est, de toutes façons, incompressible".

Les hommes mariés sont les plus nombreux à être intéressés (et informés) par le montant de leurs dépenses énergétiques. Ce sont surtout les plus jeunes qui ne sont pas du tout intéressés : les moins de 25 ans représentent 44% de ceux qui se disent non intéressés, dont la moitié ont 18-19 ans. Ce sont les propriétaires et les résidents en pavillon qui se déclarent souvent comme "intéressés et ayant une idée précise du montant annuel de leur consommation d'énergie" (75% des habitants en pavillon sont dans ce cas).

II - L'indépendance énergétique de la France et les économies d'énergie

- L'indépendance énergétique de la France

Pour accroître l'indépendance énergétique de la France, les Français penchent toujours largement vers l'utilisation des énergies locales et renouvelables (49% choisissent cette réponse); les économies d'énergie ne cessent d'être davantage reconnues (38% des citations) et le programme électro-nucléaire a moins de soutien (12% des réponses). Les hommes soutiennent relativement plus le programme électro-nucléaire, principalement les hommes actifs. Bien sûr, on trouve parmi ceux qui favoriseraient plutôt le programme nucléaire, une moindre crainte relative à un éventuel accident de centrale. Par contre, les partisans des économies d'énergie sont d'abord des personnes âgées. On trouve aussi, parmi les enquêtés favorables aux économies d'énergie, plus souvent qu'en moyenne, des individus de faible niveau social. Enfin, "favoriser l'utilisation des énergies locales et renouvelables" pour accroître l'indépendance énergétique de la France est avant tout préconisé par les jeunes, et principalement par les jeunes ayant un niveau d'études élevé.

L'inquiétude face à un éventuel accident de centrale nucléaire concerne aujourd'hui la moitié de la population : 52% exactement. C'est le chiffre le plus élevé que l'on ait enregistré depuis l'automne 1981. Le degré d'inquiétude vis-à-vis d'un éventuel accident de centrale est en relation avec l'inquiétude exprimée vis-à-vis d'autres risques (chômage, agression dans la rue, accident de la route, maladie grave). Le syndrome de l'inquiétude ne fait pas du nucléaire un cas isolé. Des conditions de vie modestes et un vif désir de changement caractérisent les plus inquiets. "La société a besoin de se transformer et pour la changer, il faut des réformes radicales" : voilà le discours-type de la population la plus inquiète d'un accident de centrale nucléaire. Par contre, un niveau de vie élevé est souvent l'apanage d'une absence de craintes. "Favoriser le développement du programme électro-nucléaire" pour accroître l'indépendance énergétique de la France est aussi l'avis de 22% des non-inquiets d'un accident de centrale (contre 12% dans l'ensemble).

- Les économies d'énergie

Où les Français rechercheraient-ils plutôt les renseignements dont ils pourraient avoir besoin pour des travaux d'économie d'énergie dans leur logement ? Diverses sources de renseignements seraient utilisées, aucune n'est vraiment privilégiée. Le quart des Français ont en effet cité "EDF-GDF", 20% s'orienteraient vers un "centre d'information du chauffage ou du logement", 16% vers "l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie", 14% s'adresseraient à un artisan/entrepreneur, 12% à un ami. Les deux dernières propositions ont été moins citées : 4% ont choisi "une grande surface de bricolage" et 3% "un fabricant de matériel". Ceux qui s'adresseraient à un ami sont souvent de condition modeste. Plus de la moitié sont locataires, près du quart résident en HLM/ILN. "Un centre d'information du chauffage ou du logement" tenterait davantage les femmes actives, tandis qu'"EDF-GDF" est plus souvent la réponse des personnes âgées. "Chercher un renseignement chez un artisan ou un entrepreneur" est davantage du ressort des propriétaires de pavillons. Enfin, "l'AFME" est plus souvent citée par les diplômés, les hommes et par ceux qui connaissent les activités de l'Agence.

Le type de renseignements jugé le plus utile par les Français pour des travaux d'amélioration du logement est "une documentation avec des conseils pratiques", citée dans près du tiers des cas en première réponse. "Une aide personnalisée faite par un spécialiste (lecture de devis par exemple...)" recueille également une bonne part des citations (22%). Puis viennent à peu près à égalité (14% et 13%) "des fourchettes de prix affichés" et "des essais comparatifs de performance des matériels". Seulement 10% des Français considèrent que "des coûts d'entretien fournis lors de l'achat d'équipement" constitueraient le renseignement le plus utile et 5% que ce serait "des produits et matériaux conseillés par un organisme indépendant".

"La documentation avec des conseils pratiques" est davantage citée par des individus ayant une certaine aisance financière, tandis que "des fourchettes de prix affichés" constituent plus l'attente de ceux dont la situation financière est moins favorable. "Des essais comparatifs de performance de matériel" sont plus souvent choisis par des

individus diplômés : 42% ont le niveau baccalauréat ou études supérieures (26% dans l'ensemble). "Une aide personnalisée faite par un spécialiste" serait nettement appréciée des femmes, et principalement des femmes inactives. Par contre, c'est pour les hommes, et surtout pour les hommes actifs, que "des produits et matériaux conseillés par un organisme indépendant" seraient la source de renseignement la plus utile.

Un Français sur cinq déclare pouvoir citer un organisme s'occupant d'économies d'énergie. Il s'agit plus souvent d'un homme, notamment actif. Le niveau d'études de ce groupe est plus élevé que dans l'ensemble de la population : on compte 28% de diplômés de l'Université ou des grandes écoles (13% dans l'ensemble), parmi ceux ayant connaissance d'un tel organisme.

39% des répondants ont cité "l'Agence pour les Economies d'Energie - l'AFME", soit 8% de l'ensemble de la population. Il s'agit, là encore, essentiellement de diplômés : 62% des individus du groupe sont dans ce cas, disposant au moins du baccalauréat (26% en moyenne). Une autre caractéristique importante de cette population est de faire confiance à l'AFME, lieu privilégié où chercher des renseignements en cas de travaux d'économies d'énergie dans le logement. Il s'agit là principalement d'hommes (le plus souvent mariés, actifs et âgés de 30 à 49 ans). Encore convient-il de constater que "EDF-GDF" est toujours plus cité que "l'AFME" comme organisme s'occupant en France d'économies d'énergie (43%, contre 39%).

Que pense, enfin, l'opinion publique de la mise en application de l'heure d'été ? 44% des Français n'y sont "pas du tout favorables" et seulement 9% sont "très favorables". Ainsi, au total, près des deux tiers (62%) de la population n'en sont pas vraiment partisans ("peu ou pas du tout favorables") contre seulement un cinquième d'adeptes ("très ou assez favorables"). L'indifférence sur ce point concerne 18% des Français. Les effets âge, région et diplôme influent sur ces opinions. En général, les ruraux ressentent mal ces nouvelles mesures, tandis que les plus jeunes s'y déclarent souvent partisans. Enfin, les moins diplômés font plus souvent partie des moins favorables.

PRESENTATION

Ce rapport présente les résultats des questions "Energie" de la septième vague de printemps de l'enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français". Créé en 1978, ce système d'enquêtes comporte chaque année depuis lors une vague d'automne et depuis 1984, une vague de printemps. Le thème Energie est présent lors de chaque vague d'enquête depuis l'automne 1979. Au printemps 1990, les commanditaires des diverses questions concernant l'Energie ont été l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie (AFME), l'Electricité de France (EDF) et l'Observatoire de l'Energie.

L'enquête a été réalisée en mai-juin 1990, auprès d'un échantillon de 2000 individus de nationalité française, âgés de 18 ans et plus. Les quotas (région, taille d'agglomération, âge, sexe, pcs) sont calculés d'après le recensement de 1982. Pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale, un redressement a été effectué à partir des variables de quotas.

Les questions "Energie" du printemps 1990 concernaient trois types de préoccupations : les opinions des Français sur l'évolution probable du **prix des énergies**, les meilleures façons, vues par la population, d'accroître l'**indépendance énergétique de la France**, enfin les jugements de l'opinion publique sur quelques thèmes relatifs aux **économies d'énergie**.

La première partie du rapport ("**Le prix de l'énergie**") présente les opinions des Français sur les risques d'augmentation des prix des énergies dans les cinq ans à venir et sur l'évolution de ces prix dans les mois à venir. On y analyse aussi l'image que la population a de la compétitivité relative de chaque type d'énergie en termes de coûts (coût d'utilisation et coût d'investissement). Les préoccupations au quotidien des Français y sont appréciées aussi à travers la connaissance qu'ils ont du montant annuel de leur consommation d'énergie (domestique et chauffage) et l'intérêt qu'ils y portent.

La deuxième partie du rapport, intitulée "**L'indépendance énergétique de la France et les économies d'énergie**" porte, en premier lieu, sur les opinions des Français sur les mesures à adopter en priorité pour accroître l'indépendance énergétique de la France. On y fait le point sur l'évolution de l'inquiétude de la population vis-à-vis d'un éventuel accident de centrale nucléaire. Enfin, les jugements des Français sur les économies d'énergie y sont abordés à travers trois types d'interrogations :

- 1 - Quels types de renseignements jugent-ils les plus utiles en matière de travaux d'amélioration du logement ? Où rechercheraient-ils plutôt les informations sur les travaux d'économies d'énergie ?*
- 2 - Ont-ils ou non connaissance de l'existence d'un organisme habilité, en France, à s'occuper d'économies d'énergie ?*
- 3 - Que pensent-ils de l'application de l'horaire d'été ?*

PREMIERE PARTIE

LE PRIX DE L'ENERGIE

FACTURE PETROLIERE ET FACTURE INDIVIDUELLE :
DES OPINIONS BIEN CARACTERISTIQUES

I - LES OPINIONS SUR L'EVOLUTION PROBABLE DES PRIX A LA VEILLE DE L'ETE 1990.

A - Les risques d'augmentation des prix dans les 5 ans à venir.

"Quels sont, selon vous, parmi les types d'énergie suivants, les deux qui présentent les risques les plus importants dans les cinq années à venir en matière d'augmentation des prix (électricité, charbon, fioul-mazout, carburant-auto, gaz, bois) ?"

Pour 40% des Français, l'électricité est l'énergie la plus menacée en matière d'augmentation des prix.

Si l'électricité apparaît être pour 4 Français sur 10 l'énergie la plus menacée en matière d'accroissement des prix (en première réponse), le carburant-auto l'est, pour sa part, pour 33% des Français et le fioul pour 9%; le gaz atteint seulement 5% des réponses ainsi que le bois. Il faut donc enregistrer au printemps 1990 une percée des craintes sur le prix de l'électricité.

Risques en matière d'augmentation des prix - 1ère réponse

	électricité	charbon	fioul- mazout	carburant auto
Pri. 1984	28.0	5.1	23.2	33.4
Aut. 1984	18.0	3.6	25.6	46.1
Pri. 1985	25.4	4.2	28.1	32.6
Aut. 1986	25.3	7.8	23.1	29.9
Pri. 1987	37.6	6.9	15.5	25.5
Aut. 1987	26.9	7.9	18.8	31.5
Pri. 1988	33.7	7.3	12.8	28.2
Aut. 1988	33.3	5.9	14.2	33.1
Pri. 1989	28.2	3.4	11.7	43.6
Aut. 1989	36.0	3.2	15.7	35.4
Pri. 1990	40.2	2.5	8.5	32.7

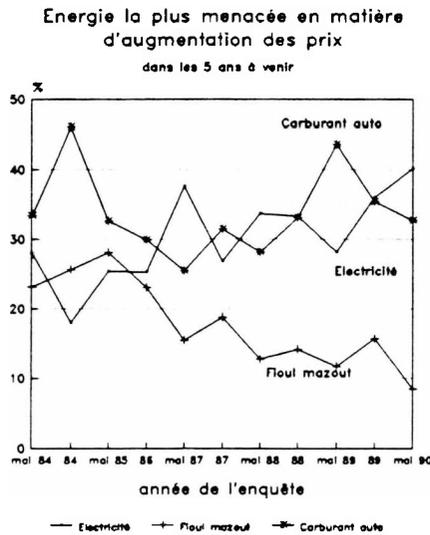
	gaz	bois	ne sait pas	Ensemble
Pri. 1984	5.5	2.3	2.5	100.0
Aut. 1984	3.0	1.3	2.3	100.0
Pri. 1985	5.0	3.0	1.7	100.0
Aut. 1986	5.5	6.0	2.4	100.0
Pri. 1987	5.7	5.4	3.4	100.0
Aut. 1987	5.0	6.7	3.2	100.0
Pri. 1988	6.2	7.3	4.5	100.0
Aut. 1988	6.2	5.4	1.9	100.0
Pri. 1989	3.6	3.8	5.7	100.0
Aut. 1989	4.5	3.9	1.3	100.0
Pri. 1990	5.2	4.7	6.2	100.0

Risques en matière d'augmentation des prix - 2ème réponse

	électricité	charbon	fioul-mazout	carburant-auto
Pri. 1984	14.8	6.2	32.7	26.3
Aut. 1984	16.4	4.1	31.5	32.8
Pri. 1985	20.4	4.4	25.6	30.2
Aut. 1986	15.4	7.6	22.8	28.3
Pri. 1987	19.7	4.9	20.8	27.5
Aut. 1987	17.3	6.5	24.6	24.1
Pri. 1988	18.8	6.1	17.7	25.2
Aut. 1988	19.3	7.6	23.2	23.2
Pri. 1989	23.7	5.5	20.6	29.2
Aut. 1989	21.7	4.9	24.9	27.9
Pri. 1990	24.2	3.5	13.4	29.7

	gaz	bois	ne sait pas	Non réponse	Ensemble
Pri. 1984	14.2	2.9	-	2.9	100.0
Aut. 1984	12.1	2.9	0.2	-	100.0
Pri. 1985	14.6	4.8	-	-	100.0
Aut. 1986	12.7	7.4	0.1	5.7	100.0
Pri. 1987	15.2	5.4	4.5	-	100.0
Aut. 1987	15.3	8.1	3.9	0.2	100.0
Pri. 1988	17.3	8.0	6.9	-	100.0
Aut. 1988	16.9	6.8	3.0	-	100.0
Pri. 1989	10.2	7.0	3.8	-	100.0
Aut. 1989	13.7	4.8	2.1	-	100.0
Pri. 1990	15.2	5.7	8.3	-	100.0

Il y a un an, à l'automne 1989, l'électricité et le carburant-auto étaient, à peu de choses près, autant cités (36% et 35%). On notait alors, une augmentation à peu près similaire pour ces deux énergies, par rapport à l'automne 1988 où on enregistrait à l'époque 33% des réponses pour chacune d'elles. L'écart de 16 points enregistré au printemps 1989 (carburant 44%, électricité 28%) ne s'est pas renouvelé depuis. Le plus fort taux obtenu, parmi toutes les énergies, a été de 46% pour le carburant-auto à l'automne 1984. Par ailleurs, les craintes exprimées pour l'augmentation du prix du fioul sont en baisse constante : on enregistre 9% des réponses au printemps 1990, contre 16% au printemps 1987 et 23% au printemps 1984 (soit, à cette époque, presque autant que l'électricité qui atteignait 28%).

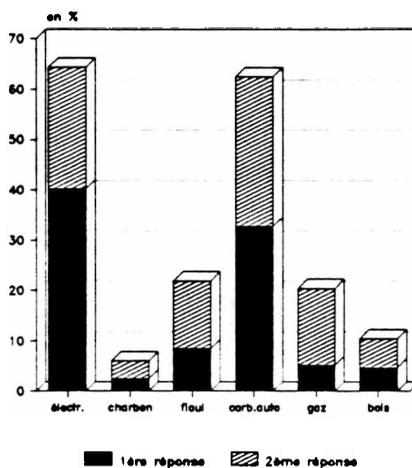


Source CREDOC

L'effet des deuxièmes réponses égalisent les craintes d'augmentation pour l'électricité et le carburant-auto d'une part, pour le fioul et le gaz d'autre part...

Au printemps 1990, 64% des individus ont cité l'électricité, soit en 1ère soit en 2ème réponse, et 62% le carburant-auto. 22% craignent des augmentations pour le fioul et 20% pour le gaz.

Risques d'augmentations dans
les cinq ans à venir



Source CREDOC Printemps 1990

A l'automne 1989, les première et seconde réponses cumulées donnaient des pourcentages plus élevés pour le carburant-auto que pour l'électricité (respectivement 63% et 58%). Par ailleurs, le fioul était mentionné beaucoup plus fréquemment que le gaz (respectivement 41% et 18%). Les risques d'augmentation pour le fioul sont donc, selon les Français, bien moins élevés au printemps 1990 qu'à l'automne 1989, surtout si l'on considère les deux réponses possibles (22%). Cette tendance était déjà engagée puisqu'au printemps 1989, 73% des Français avaient répondu, toujours en 1ère ou 2ème réponse, que le prix du carburant devait augmenter dans les cinq ans à venir.

Comment se conjuguent 1ère et 2ème réponses ?

Dans la moitié des cas, une première réponse "électricité" entraîne une seconde réponse "carburant-auto" et vice versa dans les mêmes proportions. Le fioul cité en premier est suivi également dans une bonne moitié des cas d'une seconde réponse "carburant-auto".

**Combinaisons des 1ère et 2ème réponses
au printemps 1990**

<i>1ère réponse</i>	<i>2ème réponse</i>
Electricité	53% carburant-auto 26% gaz 12% fioul
Carburant-auto	52% électricité 22% fioul 11% gaz
Fioul-mazout	53% carburant-auto 27% électricité

Sexe, âge, activité et diplômes sont les principales caractéristiques socio-économiques influant sur les opinions en matière d'augmentation des prix.

C'est un phénomène constant déjà observé lors des phases précédentes. C'est pourquoi, nous présenterons quelques tableaux récapitulatifs pour les trois dernières vagues d'enquêtes et pour les deux sources d'énergie les plus citées, l'électricité et le carburant.

Les femmes craignent davantage une augmentation du prix de l'électricité que les hommes .

Au printemps 1990, l'électricité a été citée en première réponse par 57% de femmes et 43% d'hommes; à l'automne 1989, on comptait 62% de femmes et au printemps 1989, 59%. Les différences selon le sexe sont beaucoup plus minimales en ce qui concerne les premières réponses pour le carburant-auto. Malgré tout, les hommes ont plus fréquemment donné cette réponse que les femmes.

**Répartition par sexe des enquêtés craignant
une hausse du prix de l'électricité et du carburant-auto
pour les trois dernières vagues d'enquêtes (1)**

en %

		Hommes	Femmes	Ensemble
Pri.90	électricité	42.6	57.4	100,0
	carburant	50.5	49.5	100,0
	<i>ensemble de la population</i>	47.4	52.6	100,0
Aut.89	électricité	38.1	61.9	100,0
	carburant	52.5	47.5	100,0
	<i>ensemble de la population</i>	47.3	52.7	100,0
Pri.89	électricité	41.2	58.8	100,0
	carburant	48.9	51.1	100,0
	<i>ensemble de la population</i>	47.1	52.9	100,0

Les plus jeunes sont nombreux à citer le carburant-auto comme l'énergie la plus menacée.

Au printemps 1990, le carburant a été cité par 20% de jeunes de 24 ans et moins et par 38% de personnes âgées de 25 à 39 ans, soit un total de 58% de moins de 40 ans (ils sont 46% dans l'ensemble de la population). Cette proportion était similaire à l'automne 1989 et un peu moindre au printemps 1989. Les personnes âgées de plus de 60 ans se retrouvent plus nombreuses à craindre une hausse des prix de l'électricité, on en compte 29% au printemps 1990. La même observation a pu être faite lors des vagues antérieures étudiées.

(1) - Seules sont analysées ici les premières réponses.

**Répartition par âge des enquêtés craignant
une hausse du prix de l'électricité et du carburant-auto
pour les trois dernières vagues d'enquêtes (1)**

en %

	24 ans et moins	25-39 ans	40-59 ans	60 ans et plus	Ensemble
Pri.90 électricité	11.1	30.0	29.5	29.4	100.0
carburant	19.5	37.9	28.3	14.3	100.0
<i>ensemble de la population</i>	<i>14.1</i>	<i>32.0</i>	<i>29.3</i>	<i>24.5</i>	<i>100.0</i>
Aut.89 électricité	11.0	30.5	28.7	29.8	100.0
carburant	19.3	38.2	23.2	19.2	100.0
<i>ensemble de la population</i>	<i>13.4</i>	<i>33.2</i>	<i>28.7</i>	<i>24.7</i>	<i>100.0</i>
Pri.89 électricité	11.9	30.2	30.6	27.3	100.0
carburant	14.2	37.6	28.2	20.0	100.0
<i>ensemble de la population</i>	<i>12.4</i>	<i>32.7</i>	<i>30.3</i>	<i>24.6</i>	<i>100.0</i>

Les moins diplômés pensent que l'électricité est plus menacée.

Moins on est diplômé, plus on craint en premier lieu une hausse du prix de l'électricité. A l'inverse, la possession d'un diplôme technique ou du bac conduit à faire part plus souvent de craintes pour le carburant-auto. Ainsi, au printemps 90, parmi ceux ayant cité l'électricité en 1ère réponse, figurent 43% d'individus ne possédant aucun diplôme ou seulement le cep, contre 37% dans l'ensemble. Par contre, 42% de ceux craignant une augmentation du prix du carburant ont un niveau "bepc-technique" (contre 37% dans l'ensemble) et 30% ont le bac ou un diplôme d'études supérieures (contre 26% dans l'ensemble). Le même type de résultats était observé lors des enquêtes précédentes. Une nouvelle nomenclature ayant été adoptée, cette année nous ne présenterons que le tableau pour la dernière vague d'enquête.

(1) - Seules sont analysées ici les premières réponses.

**Répartition, par diplôme, des enquêtés craignant
une hausse du prix de l'électricité et du carburant-auto (1)
(Printemps 1990)**

en %

	Aucun cep	Bepc technique	Bac ét.udes sup.	Ensemble
Electricité	42.7	35.9	21.4	100.0
Carburant	28.2	41.5	30.3	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	36.8	37.4	25.8	100.0

La hausse du prix du carburant est plus souvent crainte par les hommes actifs, celle de l'électricité par les femmes inactives.

Au-delà des différences par sexe, on remarque que c'est plus l'activité ou l'inactivité qui expliquent les différences de réponses : craignent davantage la hausse du prix des carburants les hommes actifs aussi bien que les femmes actives ; par contre, les inactifs de sexe féminin envisagent davantage une hausse de l'électricité, alors que leurs homologues masculins n'expriment pas une crainte particulière sur ce point.

(1) - Seules sont analysées ici les premières réponses.

**Répartition, selon leur sexe et leur activité des enquêtés craignant
une hausse du prix de l'électricité et du carburant-auto
pour les trois dernières vagues d'enquêtes (1)**

en %

	Homme		Femme		Ensemble
	actif	inactif	active	inactive	
Pri.90 électricité carburant <i>ensemble de la population</i>	32.2	14.3	21.5	32.0	100.0
	39.1	14.9	26.8	19.2	100.0
	35.2	15.9	22.0	26.9	100.0
Aut.89 électricité carburant <i>ensemble de la population</i>	24.0	14.2	20.0	41.8	100.0
	35.1	17.4	20.2	27.3	100.0
	30.2	17.0	19.5	33.3	100.0
Pri.89 électricité carburant <i>ensemble de la population</i>	28.0	13.1	23.4	35.5	100.0
	33.9	15.0	22.9	28.2	100.0
	32.5	14.6	21.5	31.4	100.0

(1) - Seules sont analysées ici les premières réponses.

B - Les évolutions des prix des énergies dans les mois à venir.

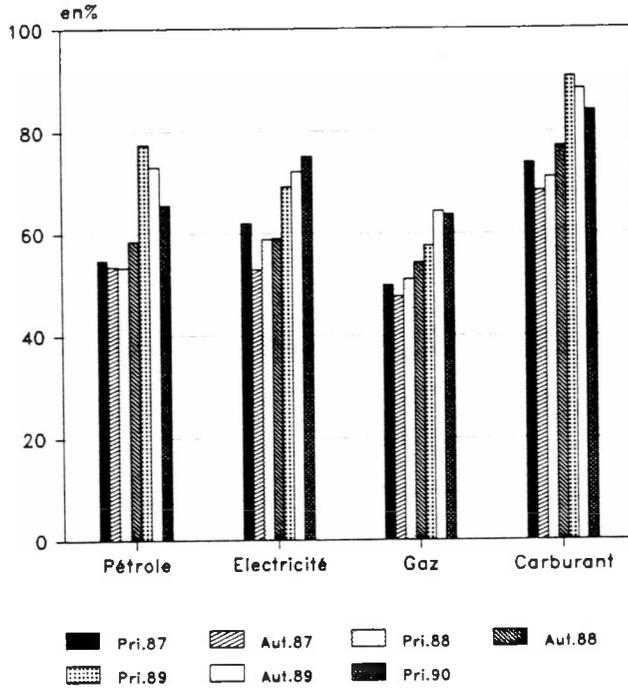
"Selon vous, comment vont évoluer les prix des énergies dans les mois qui viennent (pétrole, électricité, gaz, carburant-auto) ?"

84% des Français estiment que le prix du carburant-auto va augmenter dans les mois à venir....

Les trois quarts des Français ont fait cette même réponse en ce qui concerne l'électricité, 66% pensent que le prix du pétrole va augmenter et 64% ont cette opinion pour le prix du gaz. C'est pour le carburant que les réponses "le prix va rester stable" sont les plus faibles : 13%. On remarque, depuis le printemps 1989, une baisse sensible des réponses "va augmenter" pour le carburant (-7 points), pour le pétrole (-12 points). Par contre, les pourcentages évoluent pour l'électricité depuis cette période (+6 points) et pour le gaz (+6 points).

Selon vous le prix va					
	augmenter	rester stable	baisser	ne sait pas	ensemble
Pétrole brut					
Pri. 1987	54.8	34.3	7.2	3.7	100.0
Aut. 1987	53.5	35.6	8.1	2.8	100.0
Pri. 1988	53.3	32.8	5.8	8.1	100.0
Aut. 1988	58.5	33.8	5.4	2.3	100.0
Pri. 1989	77.4	17.8	3.2	1.6	100.0
Aut. 1989	73.0	23.2	2.6	1.2	100.0
Pri. 1990	65.5	28.5	3.1	2.9	100.0
Electricité					
Pri. 1987	62.0	28.1	7.8	2.1	100.0
Aut. 1987	52.9	35.7	9.6	1.8	100.0
Pri. 1988	58.8	30.1	6.3	4.8	100.0
Aut. 1988	59.0	32.0	7.5	1.5	100.0
Pri. 1989	69.1	25.9	4.1	0.9	100.0
Aut. 1989	72.1	23.0	4.1	0.8	100.0
Pri. 1990	75.0	21.6	1.5	1.9	100.0
Gaz					
Pri. 1987	49.9	36.9	9.7	3.5	100.0
Aut. 1987	47.7	43.3	7.1	1.9	100.0
Pri. 1988	51.0	35.0	6.4	7.6	100.0
Aut. 1988	54.3	38.1	5.3	2.3	100.0
Pri. 1989	57.5	37.2	3.8	1.5	100.0
Aut. 1989	64.3	32.3	2.5	0.9	100.0
Pri. 1990	63.7	31.4	2.1	2.8	100.0
Carburant auto					
Pri. 1987	73.8	19.8	3.6	2.9	100.0
Aut. 1987	68.3	24.3	5.2	2.2	100.0
Pri. 1988	70.9	19.2	3.2	6.7	100.0
Aut. 1988	77.0	18.8	2.3	1.9	100.0
Pri. 1989	90.6	6.6	1.8	1.0	100.0
Aut. 1989	88.2	9.8	1.0	1.0	100.0
Pri. 1990	84.0	13.2	0.8	2.0	100.0

Evolution du prix des énergies Réponses "va augmenter"



Source CREDOC

Le phénomène des cumuls d'appréciation ne fait pas d'exception.

On relève que lorsqu'une énergie a fait l'objet d'une réponse "va augmenter", on trouve plus souvent cette même réponse pour les trois autres types d'énergies. Autrement dit, craindre une augmentation du prix d'une énergie va souvent de pair avec une crainte d'augmentation de toutes les énergies. Ainsi, parmi les individus estimant que le prix du pétrole "va augmenter" dans les mois à venir, 85% ont fait cette même réponse pour l'électricité (contre 75% dans l'ensemble). Cette observation confirme les résultats obtenus lors des vagues précédentes.

**Le pourcentage d'enquêtés estimant que le prix de chaque énergie
va augmenter, selon qu'ils ont une appréciation identique
pour chaque autre type d'énergie**

en %

	Ensemble des Français	dont :			
		pensent que le prix du pétrole va augmenter	pensent que le prix de l'électricité va augmenter	pensent que le prix du gaz va augmenter	pensent que le prix du carburant va augmenter
Pétrole	65,5	100,0	74,2	77,0	75,7
Electricité	75,0	85,0	100,0	93,3	81,1
Gaz	63,7	74,9	79,2	100,0	69,1
Carburant	84,0	97,1	90,8	91,2	100,0

Exemple de lecture : 75% des Français pensent que le prix de l'électricité va augmenter dans les mois à venir. Ils sont 85% à le penser parmi ceux qui estiment que le prix du pétrole va augmenter.
De même, 64% des Français pensent que le prix du gaz va augmenter. Ils sont 79% à le penser parmi ceux qui estiment que le prix de l'électricité va augmenter.

*L'opinion sur les risques d'augmentation dans les mois et dans les années à venir :
deux types d'informations différents*

Il semble bien que les enquêtés font effectivement la différence entre les deux questions qui leur sont posées sur les risques d'augmentation des prix des énergies : l'une concerne leurs craintes à court terme (dans les mois à venir), l'autre leurs appréhensions à moyen terme (dans les cinq ans à venir). Ainsi, par exemple, les individus qui estiment que le prix du carburant-auto va augmenter prochainement citent plus souvent l'électricité que le carburant-auto lui-même, comme source d'énergie la plus menacée dans les cinq ans.

De même, craindre une augmentation prochaine du gaz ne conduit pas à citer d'abord le gaz comme la source d'énergie la plus menacée en terme de hausse des prix pour les cinq ans à venir (cf. tableau suivant).

De fait, il semble bien que si pour le court terme les craintes premières portaient au printemps 1990 sur le carburant-auto, pour le moyen terme l'électricité était toujours en première place, quel que soit le type de craintes exprimées pour le court terme.

**Répartition des réponses sur l'énergie la plus menacée dans les cinq ans à venir
selon que l'on estime que telle ou telle énergie va augmenter dans les mois à venir**

en %

Energie la plus menacée : 5 ans	"va augmenter dans les mois à venir" :				Ensemble
	Pétrole	Electricité	Gaz	Carburant	
Electricité	41.8	47.4	44.7	41.3	40.2
Charbon	2.2	1.7	2.4	2.4	2.6
Fioul mazout	9.3	8.2	7.9	8.7	8.5
Carburant-auto	34.9	29.3	30.0	35.1	32.7
Gaz	4.8	5.0	6.4	4.6	5.2
Bois	3.3	4.1	4.3	4.2	4.6
nsp	3.7	4.2	4.3	3.7	6.2
<i>Ensemble de la population</i>	<i>100.0</i>	<i>100.0</i>	<i>100.0</i>	<i>100.0</i>	<i>100.0</i>

Les opinions sur les craintes dans les mois à venir varient principalement selon l'âge et le diplôme.

L'âge est un critère discriminant essentiellement pour les réponses concernant l'électricité et le gaz. Le diplôme l'est également pour ces deux énergies, mais il l'est aussi pour le pétrole. Ainsi, les personnes âgées de 60 ans et plus craignent davantage des augmentations dans les mois à venir pour le gaz et pour l'électricité; les moins diplômés redoutent également ces hausses, de même que celles du pétrole. En contrepartie, ce sont les plus jeunes (24 ans et moins pour le gaz et l'électricité et de 24 à 39 ans pour le gaz) qui ont le moins souvent répondu "va augmenter" ; les plus diplômés (bac minimum) sont dans le même cas ; ils citent moins souvent l'électricité (23% contre 26% dans l'ensemble), le gaz (22%) et le pétrole (22%). Ces deux critères, âge et diplôme, n'ont par contre aucune incidence sur les réponses concernant le carburant-auto.

**Répartition des réponses "va augmenter dans les mois à venir"
selon l'âge du répondant**

en %

	24 ans et moins	25-39 ans	40-59 ans	60 ans et plus	Ensemble
Pétrole	14.4	32.2	28.8	24.6	100.0
Electricité	11.5	32.0	30.3	26.2	100.0
Gaz	10.9	29.4	31.1	28.6	100.0
Carburant	14.7	32.0	29.0	24.3	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>14.1</i>	<i>32.0</i>	<i>29.3</i>	<i>24.5</i>	<i>100.0</i>

**Répartition des réponses "va augmenter dans les mois à venir"
selon le diplôme du répondant**

en %

	Aucun, cep	Bepc technique	Bac études sup.	Ensemble
Pétrole	40.6	37.7	21.7	100.0
Electricité	40.5	36.8	22.7	100.0
Gaz	43.0	35.2	21.8	100.0
Carburant	37.4	37.7	24.9	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>36.8</i>	<i>37.4</i>	<i>25.8</i>	<i>100.0</i>

II - LA COMPETITIVITE DES ENERGIES EN TERMES DE COÛT

Pour les Français, quelle est l'énergie la plus compétitive ?

Pour la seconde fois dans l'enquête du printemps 1990, une question nous renseignait sur l'opinion qu'ont les Français de la compétitivité des énergies (la même question a été posée lors de la vague de printemps 1989).

"Classez les énergies suivantes, de la plus compétitive à la moins compétitive, en tenant compte du coût d'utilisation et du coût d'investissement (classement de 1 à 5 : 1 pour la plus compétitive, 5 pour la moins compétitive)".

L'électricité plébiscitée comme la plus compétitive, avec plusieurs points d'avance devant le gaz.

Au printemps 1990, 33% des Français ont cité l'électricité comme l'énergie la plus compétitive (32% au Pr. 89); 27% ont cité le gaz (25% au Pr.89), 19% le bois (20% au Pr.89), 14% le fioul (15% au Pr.89) et 5% le charbon comme au Pr.89. On note une grande stabilité des opinions sur cette question.

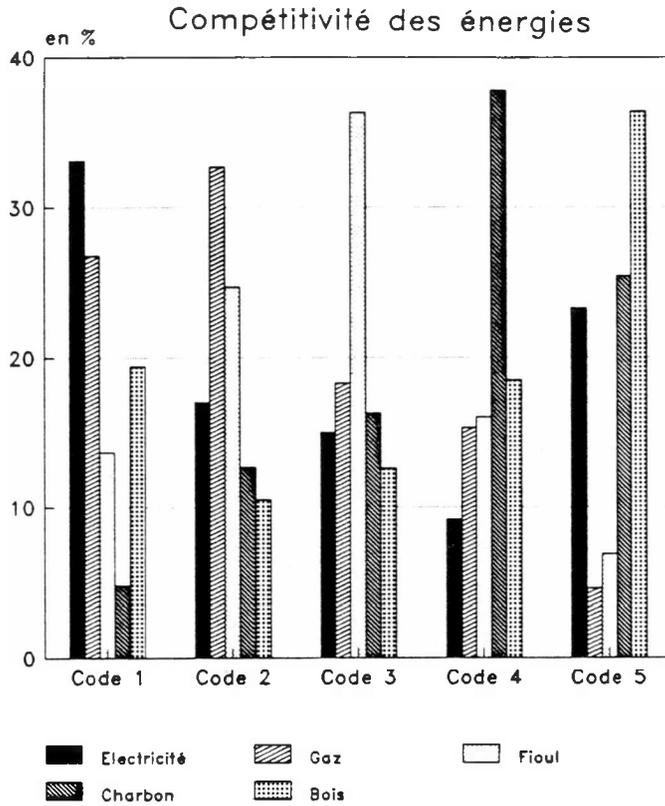
Et quelle est l'énergie la moins compétitive ?

Le bois est sans conteste désigné comme le moins compétitif, devant le charbon.

Au Printemps 1990, 36% des Français ont désigné le bois comme l'énergie la moins compétitive (33% au Pr.89), puis viennent le charbon avec 25% des réponses comme au Pr.89 et l'électricité avec 23% des réponses (22% au Pr.89). Le fioul et le gaz sont nettement moins cités comme les énergies les moins compétitives avec 7% des réponses pour le fioul (8% au Pr.89) et 5% pour le gaz (4% au Pr.89).

	+ Compétitivité					-	
	Code 1	Code 2	Code 3	Code 4	Code 5	nsp	ensemble
Electricité							
Pri.89	32.0	16.9	15.6	11.3	22.2	2.0	100.0
Pri.90	33.1	17.0	15.0	9.2	23.3	2.4	100.0
Gaz							
Pri.89	24.6	33.0	22.1	14.2	4.1	2.0	100.0
Pri.90	26.8	32.7	18.3	15.3	4.6	2.3	100.0
Fioul							
Pri.89	14.5	21.7	37.5	16.3	7.6	2.4	100.0
Pri.90	13.7	24.7	36.3	16.0	6.9	2.4	100.0
Charbon							
Pri.89	5.3	14.4	18.3	34.0	25.4	2.6	100.0
Pri.90	4.8	12.7	16.3	37.8	25.4	3.0	100.0
Bois							
Pri.89	19.8	12.0	13.3	20.3	32.7	1.9	100.0
Pri.90	19.4	10.5	12.6	18.5	36.4	2.6	100.0

(1) - Code 1 = la plus compétitive ; code 5 = la moins compétitive.



Source CREDOC Printemps 1990

Compétitivité des énergies

Codes cumulés

en %

		1+2	1+2+3	3+4+5	4+5
Electric.	Pr.90	50	65	48	33
	Pr.89	49	65	49	33
Gaz	Pr.90	60	78	38	20
	Pr.89	58	80	40	18
Fioul	Pr.90	38	75	59	23
	Pr.89	37	75	62	24
Charbon	Pr.90	18	34	80	63
	Pr.89	19	37	77	59
Bois	Pr.90	30	43	68	55
	Pr.89	32	45	66	53

(1) - Code 1 = la plus compétitive ; code 5 = la moins compétitive.

Le cumul des codes 1 et 2 mettent le gaz en première position.

Si l'on considère le regroupement des codes 1 et 2, on recueille 60% des réponses en faveur du gaz (50% pour l'électricité). Des proportions quasiment identiques étaient observées au printemps 1989. D'autre part, le cumul des codes 4 et 5 désigne le charbon comme l'énergie la moins compétitive avec 63% des réponses (55% pour le bois). Il en était de même au printemps 1989 : le charbon et le bois étaient désignés comme les deux énergies les moins compétitives.

Les diverses combinaisons possibles des réponses aux cinq codes expriment des choix clairement définis.

Les individus considérant l'électricité comme l'énergie la plus compétitive (code 1) ont fréquemment cité le gaz en code 2 (67%, contre 33% dans l'ensemble au printemps 1990; 64% contre 33% au printemps 1989). De même, ceux ayant cité le gaz en code 1 ont plus souvent que dans l'ensemble cité l'électricité en code 2 (44% contre 17% au printemps 1990; 39% contre 17% au printemps 1989). On voit donc là se forger, comme au printemps 1989, un premier tandem "électricité-gaz".

D'autre part, les individus citant le charbon comme l'énergie la plus compétitive (code 1) ont souvent donné le bois en deuxième position et vice versa. Apparaît donc là un second tandem de la compétitivité : "charbon-bois" (également déjà observé lors de la vague d'enquête printemps 1989).

Enfin, au printemps 1990, ceux considérant le fioul comme le plus compétitif ont dans 23% des cas cité le bois en code 2 (contre 10% dans l'ensemble). L'électricité est principalement évoquée en code 3 (32% contre 15%). Lors de la vague de printemps 1989, le gaz en code 2 recueillait 48% (contre 33%) et l'électricité en code 3 réunissait 34% des réponses (16% dans l'ensemble).

L'énergie utilisée, souvent citée comme la plus compétitive.

Près de la moitié (48%) de ceux qui ont cité le fioul comme l'énergie la plus compétitive ont leur chauffage principal alimenté ainsi (contre 23% dans l'ensemble). De même, on cite plus souvent le gaz naturel et le bois comme les énergies les plus compétitives quand on est chauffé principalement par chacune de ces deux énergies : 47% de ceux qui ont donné le code 1 au gaz naturel sont chauffés ainsi (contre 29% dans l'ensemble) et 30% de ceux qui ont cité le bois utilisent cette énergie à domicile (contre 11% dans l'ensemble). Le même phénomène existe pour l'électricité, mais en plus atténué : 33% de ceux qui considèrent l'électricité comme l'énergie la plus compétitive sont chauffés ainsi (contre 26% dans l'ensemble).

La compétitivité selon le mode de chauffage principal du logement

en %

Energie citée comme la plus compétitive (code 1)	Mode de chauffage principal :					Ensemble
	électricité	gaz naturel	fioul	bois	autres	
électricité	32.5	25.2	22.6	6.4	13.3	100.0
gaz naturel	22.8	47.1	17.5	5.0	7.6	100.0
fioul	21.0	18.2	47.9	-	6.9	100.0
bois	25.1	18.5	16.2	29.5	10.7	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	26.3	29.2	23.1	10.6	10.8	100.0

Le bois cité comme le plus compétitif dans les petites communes.

Les individus résidant en région parisienne citent, plus souvent qu'en moyenne, l'électricité comme l'énergie la plus compétitive (21% alors qu'ils sont 15% dans l'ensemble). Les habitants des grandes villes, pour leur part, ont plus souvent cité le gaz comme le plus compétitif (33% contre 28%). Enfin, les habitants des petites communes de moins de 2000 habitants ont davantage confiance dans la compétitivité du fioul (32%, alors qu'ils sont 28% dans l'ensemble) et surtout dans celle du bois (44% contre 28%).

La compétitivité selon la taille d'agglomération

en %

Energie citée comme la plus compétitive (Code 1)	Taille d'agglomération					Ensemble
	moins de 2000 hab.	de 2000 à 20000 hab.	de 20000 à 100000 hab.	100000 h. et plus	Paris Agglo.	
électricité	23.2	14.2	14.4	27.1	21.1	100.0
gaz naturel	19.6	15.6	16.0	32.6	16.2	100.0
fioul	32.1	15.5	12.6	27.5	12.3	100.0
bois	43.8	20.3	8.7	22.0	5.2	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>27.5</i>	<i>15.5</i>	<i>13.6</i>	<i>28.0</i>	<i>15.4</i>	<i>100.0</i>

Le type de logement se trouve implicitement mêlé aux différents choix.

Les constatations faites précédemment sur le mode de chauffage principal et sur la taille d'agglomération se traduisent par une différenciation des choix selon le type de logement. Massivement, les réponses favorables au fioul et au bois ont été données par les résidents en pavillon (73% et 72%, alors qu'ils sont 65% en moyenne). La compétitivité de l'électricité est davantage reconnue par ceux qui habitent en immeuble.

La compétitivité selon le type de logement de l'enquête

en %

Energie citée comme la plus compétitive (Code 1)	pavillon	HLM/ILN	autres immeubles	autres	ensemble
électricité	57.0	18.8	21.2	3.0	100.0
gaz naturel	64.9	14.8	19.1	1.2	100.0
fioul	73.1	9.6	14.9	2.4	100.0
bois	71.7	12.2	12.4	3.7	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>64.7</i>	<i>15.2</i>	<i>17.6</i>	<i>2.5</i>	<i>100.0</i>

Pour les personnes âgées, le fioul est souvent le plus compétitif.

On trouve plus fréquemment des jeunes parmi ceux ayant cité l'électricité (code 1) : parmi ceux ayant fourni cette réponse, on compte 19% d'individus âgés de 24 ans et moins (ils sont 14% en moyenne). On trouve davantage de 25-39 ans parmi ceux ayant cité le gaz comme l'énergie la plus compétitive (36% contre 32% en moyenne) et davantage de personnes d'au moins 60 ans parmi ceux ayant cité le fioul (32% contre 25%). Les tranches d'âge en dessous de 40 ans sont légèrement sur-représentées pour les réponses en faveur du bois ; par contre, les personnes âgées de 60 ans et plus ne sont que 19% à avoir fait ce choix (alors qu'ils sont en moyenne 25%).

La compétitivité selon l'âge

en %

Energie citée comme la plus compétitive (code 1)	24 ans et moins	25-39 ans	40-59 ans	60 ans et plus	Ensemble
électricité	19.0	31.4	26.4	23.2	100.0
gaz	9.3	35.7	30.9	24.0	100.0
fioul	8.7	24.1	35.1	32.1	100.0
bois	16.2	35.8	28.7	19.4	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>14.1</i>	<i>32.0</i>	<i>29.4</i>	<i>24.5</i>	<i>100.0</i>

Les résultats du printemps 1990 confirment ceux de l'an passé.

Les principales variables jouant un rôle dans le choix de l'énergie la plus compétitive, évoquées ci-dessus (mode de chauffage principal, taille d'agglomération, type de logement et âge), ont fait l'objet d'observations similaires lors de l'exploitation de la vague de printemps 1989. Lors de cette dernière enquête, avaient également été posées deux questions concernant la source d'énergie idéale pour le confort uniquement d'une part et en tenant compte du coût d'autre part. Il s'avérait que, fréquemment, le choix de l'énergie la plus compétitive était le même que celui de la source d'énergie dite idéale.

III - LE NIVEAU DE PREOCCUPATION AU QUOTIDIEN.

L'intérêt porté au montant annuel de la consommation d'énergie.

"S'agissant du montant annuel de votre consommation d'énergie (domestique et chauffage), de quelle attitude vous sentez-vous le plus proche ?"

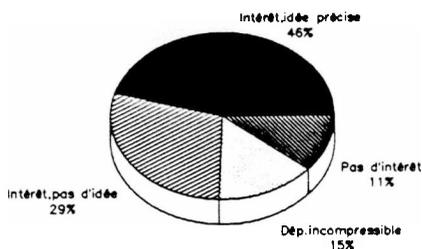
1. Je m'y intéresse et j'en ai une idée précise	45,5 %
2. Je m'y intéresse, mais n'en ai pas d'idée précise	28,9 %
3. C'est, de toutes façons, une dépense incompressible	14,6 %
4. Je ne m'y intéresse pas du tout	11,0 %

Ensemble	100,0 %

Près de la moitié des Français sont intéressés par le montant annuel de leur consommation d'énergie et en ont une idée précise.

Au printemps 1990, ce sont en fait les trois quarts de la population qui se déclarent intéressés par le montant annuel de leur consommation d'énergie : **d'une part, 46% en ont une idée précise, d'autre part, 29% des Français déclarent s'intéresser au montant annuel de leur consommation d'énergie, mais contrairement aux premiers, n'ont pas d'idée précise de ce montant.** Par ailleurs, 15% de Français ont choisi la proposition moins volontariste : "*cette dépense est de toutes façons incompressible*". Pour eux, on peut penser que l'élément primordial est le fait qu'aucune réduction des dépenses n'est possible. Cela ne veut certes pas dire qu'ils ne sont pas au courant du montant de leur facture, mais leur réponse semble plutôt indiquer qu'ils subissent leur situation plutôt qu'ils n'envisagent une action pour la modifier. **Enfin, 11% ne portent pas du tout intérêt à ce montant.** Cette attitude peut résulter du fait que les individus ne sont pas concernés par ce type de charge, en raison de leur jeune âge par exemple, qu'ils ne savent pas l'identifier (cas de chauffage collectif) ou que cela ne fait vraiment pas partie de leurs préoccupations.

Intérêt porté au montant annuel
de la consommation d'énergie



Source CREDOC Printemps 1990

Les hommes mariés sont les plus nombreux à être intéressés et documentés.

Parmi ceux ayant fait la réponse "je m'y intéresse et j'en ai une idée précise", on compte 41% d'hommes en ménage ou mariés (ils sont 35% dans l'ensemble de la population) et 37% de femmes mariées (elles sont 34%). Dans l'ensemble, les individus mariés sont les plus nombreux à avoir fait cette réponse. Les célibataires, moins concernés par ces préoccupations, sont sous-représentés pour cette réponse. Ils sont par contre sur-représentés pour la réponse "pas intéressé du tout" : 29% d'hommes célibataires et 21% de femmes célibataires y figurent (ils constituent respectivement 10% et 8% de la population).

**Attitude sur le montant annuel de la consommation
selon le sexe et le statut matrimonial**

en %

Attitudes :	célibataire homme	en ménage homme	célibataire femme	en ménage femme	autres	Ensemble
intéressé/connu	5.7	40.8	4.0	36.8	12.7	100.0
intéressé/pas connu	9.8	31.9	8.7	36.3	13.3	100.0
dép.incompressible	8.5	33.4	8.5	33.4	16.2	100.0
pas intéressé	29.2	18.9	20.8	21.3	9.8	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>9.9</i>	<i>34.7</i>	<i>7.9</i>	<i>34.4</i>	<i>13.1</i>	<i>100.0</i>

Ce sont surtout les plus jeunes qui ne sont pas du tout intéressés.

Les moins de 25 ans représentent 44% de ceux qui se disent pas intéressés, dont la moitié ont 18-19 ans. On y compte autant d'hommes que de femmes, tant pour les 18-19 ans que pour les moins de 25 ans (32% des Français non intéressés par le montant de leur consommation ont de 20 à 29 ans (ils sont 21% dans la population). De fait, on compte dans ce groupe des non intéressés 54% d'individus n'ayant pas eu d'enfants (contre 26% dans l'ensemble) et 54% de jeunes provinciaux, c'est-à-dire de provinciaux âgés de moins de 40 ans (contre 38%). Enfin, le quart de ceux qui ne portent pas d'intérêt au montant de leur consommation d'énergie n'ont jamais travaillé, d'ailleurs 23% sont étudiants. On y relève 51% de locataires (41% dans l'ensemble) et 15% de logés gratuitement (6% dans l'ensemble).

**Attitude sur le montant annuel de la consommation
selon l'âge**

en %

Attitudes :	24 ans et moins	25-39 ans	40-59 ans	60 ans et plus	Ensemble
intéressé/connu	5.7	33.4	33.3	27.6	100.0
intéressé/pas connu	16.6	34.8	28.1	20.5	100.0
dép.incompressible	13.2	29.0	29.8	28.0	100.0
pas intéressé	43.6	22.9	15.7	17.8	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>14.1</i>	<i>32.0</i>	<i>29.4</i>	<i>24.5</i>	<i>100.0</i>

Propriétaires et résidents en pavillon se déclarent souvent comme "intéressés et ayant une idée précise"...

Presque les trois quarts (73%) des enquêtés intéressés et bien informés résident en pavillon (alors qu'il sont 65% dans la population). La réponse "dépense incompressible" est davantage le fait des habitants d'immeubles de type "autres que HLM/ILN" (24%, contre 18% dans l'ensemble). La réponse "pas intéressé" est plus fréquemment le fait de ceux résidant dans des immeubles collectifs de type HLM/ILN (22%, contre 15%).

La proportion de propriétaires est légèrement supérieure à la moyenne pour la première réponse ("intéressé, idée précise"), tandis que les locataires sont davantage représentés parmi ceux qui se sont dit intéressés, mais sans avoir une idée précise de leur montant de consommation ou qui pensent qu'il s'agit d'une dépense incompressible (respectivement 46% et 48%, contre 41% dans l'ensemble).

Du fait de ces caractéristiques, on ne s'étonnera pas de constater que ce sont les habitants des communes de moins de 2000 habitants qui sont le plus souvent intéressés par le montant de leur consommation d'énergie (32%, alors qu'ils sont 28%), tandis que les parisiens sont sur-représentés parmi les réponses "dépense incompressible" (22%, alors qu'ils constituent 15% de la population).

**Attitude sur le montant annuel de la consommation
selon le type de logement**

en %

Attitudes :	Pavillon	HLM/ILN	Autres	Autres immeubles	Ensemble
intéressé/connu	72.9	11.8	13.2	2.1	100.0
intéressé/pas connu	60.5	16.1	21.1	2.3	100.0
dép.incompressible	54.8	19.0	23.5	2.7	100.0
pas intéressé	55.3	21.8	19.1	3.8	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>64.7</i>	<i>15.2</i>	<i>17.6</i>	<i>2.5</i>	<i>100.0</i>

**Attitude sur le montant annuel de la consommation
selon le statut d'occupation**

en %

Attitudes :	Accédant	Propriétaire	Locataire	Autre	Ensemble
intéressé/connu	15.4	50.4	33.7	0.5	100.0
intéressé/pas connu	13.5	39.9	45.5	1.1	100.0
dép.incompressible	10.0	41.1	47.7	1.2	100.0
pas intéressé	6.2	42.2	51.3	0.3	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>13.1</i>	<i>45.1</i>	<i>41.1</i>	<i>0.7</i>	<i>100.0</i>

**Attitude sur le montant annuel de la consommation
selon la taille d'agglomération**

en %

Attitudes :	moins de 2000 hab.	2000 à 20000 hab.	20000 à 100000 hab.	100000 hab. et plus	Paris Agglo	Ensemble
Intéressé/connu	31.5	16.6	13.6	24.6	13.7	100.0
Intéressé/pas connu	25.8	16.6	13.7	29.3	14.6	100.0
Dép.incompressible	23.3	9.5	14.8	30.8	21.6	100.0
Pas intéressé	21.3	15.9	11.5	34.8	16.5	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>27.5</i>	<i>15.5</i>	<i>13.6</i>	<i>28.0</i>	<i>15.4</i>	<i>100.0</i>

DEUXIEME PARTIE

L'INDEPENDANCE ENERGETIQUE DE LA FRANCE ET LES ECONOMIES D'ENERGIE

I - L'INDEPENDANCE ENERGETIQUE DE LA FRANCE.

A - Pour accroître l'indépendance énergétique de la France, que vaut-il mieux favoriser principalement ?

Les opinions des Français penchent toujours largement vers l'utilisation des énergies locales et renouvelables; les économies d'énergie ne cessent d'être davantage reconnues et le programme électro-nucléaire a moins de soutien.

Pour accroître l'indépendance énergétique de la France, près de la moitié des Français pensent qu'il vaut mieux favoriser principalement l'utilisation des énergies locales et renouvelables.

Face à cette majorité, 38% estiment qu'il vaudrait mieux favoriser principalement les économies d'énergie et 12%, la production d'énergie dans le cadre du programme électro-nucléaire. Cette question a été posée à diverses reprises depuis l'automne 1984, on peut donc observer certaines évolutions. Les réponses en faveur des énergies renouvelables sont passées de 58% en 1984 à 49% en 1990; la baisse est non négligeable, mais c'est toujours pour ce poste que le pourcentage est le plus élevé. Les économies d'énergie ne cessent, par contre, d'être davantage reconnues comme une possibilité

d'accroissement de l'indépendance énergétique de la France : 38% des réponses au printemps 1990, contre 25% à l'automne 1984. Enfin, favoriser principalement la production d'énergie dans le cadre du programme électro-nucléaire est une solution qui recueille nettement moins de soutien : 14% à l'automne 1984 et 12% au printemps 1990.

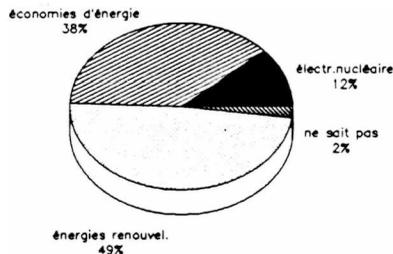
Le libellé exact de la question était le suivant :

"A votre avis, pour accroître l'indépendance énergétique de la France, vaudrait-il mieux favoriser principalement.... ?

- 1. La production d'énergie dans le cadre du programme électro-nucléaire*
- 2. Les économies d'énergie*
- 3. L'utilisation des énergies locales et renouvelables"**

** Avant le printemps 1990 : "l'utilisation des énergies nouvelles et renouvelables"*

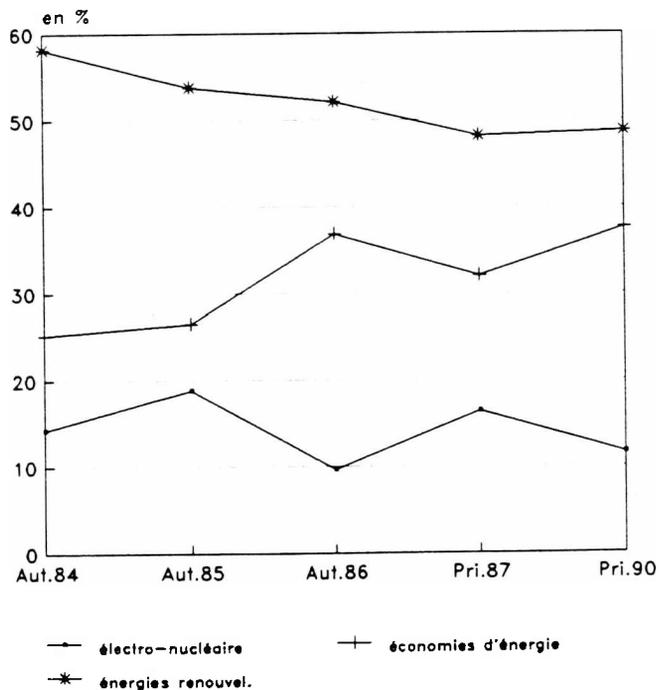
Indépendance énergétique de la France
Que vaut-il mieux favoriser ?



Pour accroître l'indépendance énergétique, il vaudrait mieux favoriser...

	Electro-nucl.	Eco.d'énergie	Energ. renouvel.	nsp	Ensemble
Aut. 1984	14,2	25,2	58,2	2,4	100,0
Aut. 1985	18,8	26,5	53,8	0,9	100,0
Aut. 1986	9,6	36,8	52,1	1,5	100,0
Pri. 1987	16,4	32,0	48,1	3,5	100,0
Pri. 1990	11,6	37,6	48,7	2,1	100,0

Indépendance énergétique de la France Que vaut-il mieux favoriser ?



Les hommes soutiennent davantage le programme électro-nucléaire.

Parmi ceux qui sont partisans du programme électro-nucléaire, figurent 64% d'hommes (ils sont 47% en moyenne). Il s'agit principalement d'hommes actifs. La tranche d'âge des 40-59 ans est la plus représentée : 37% d'entre eux figurent parmi les partisans de l'électro-nucléaire, alors qu'ils sont 29% dans l'ensemble. Ainsi, les hommes de cet âge représentent le quart des répondants en faveur du nucléaire. Le niveau d'études y est également élevé : 39% de ceux qui ont fait le choix du nucléaire ont le niveau bac ou plus (ils sont 26% dans l'ensemble). Les niveaux de revenus élevés y sont davantage représentés et les enquêtés qui déclarent n'avoir "aucune difficulté à joindre les deux bouts" y sont sur-représentés.

Répartition des réponses

"Que favoriser pour accroître l'indépendance énergétique ?"
selon le sexe

en %

	Hommes	Femmes	Ensemble
électro-nucléaire	63.7	36.3	100.0
économies d'énergie	43.8	56.2	100.0
énergies renouvelables	47.4	52.6	100.0
<i>ensemble de la population</i>	<i>47.4</i>	<i>52.6</i>	<i>100.0</i>

L'inquiétude vis-à-vis d'un accident de centrale est peu marquée...

On ne s'étonnera pas de relever, parmi ceux qui favoriseraient le nucléaire, une moindre crainte relative d'un éventuel accident de centrale : 37%, d'entre eux, ne sont pas du tout inquiets d'une telle éventualité (contre 20% dans l'ensemble). Ils sont plutôt favorables aux progrès scientifiques ; d'ailleurs, pour 46% d'entre eux, les découvertes scientifiques améliorent beaucoup la vie. Certaines innovations ne les rebutent pas non plus : 14% se déclarent très favorables à l'horaire d'été imposé aux Français (contre 9%

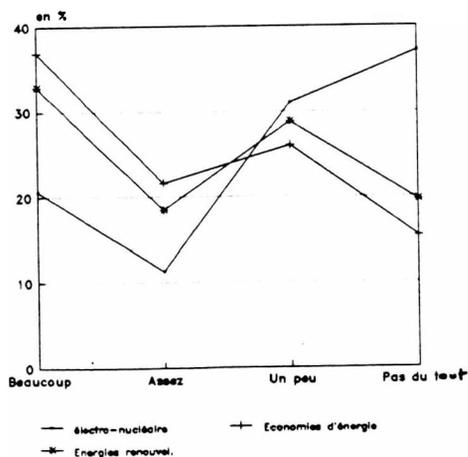
dans l'ensemble). Bien informés, un tiers (32%) peuvent citer un organisme s'occupant d'économies d'énergie (contre 20% dans l'ensemble) ; ils sont d'ailleurs 13% (contre 8% dans l'ensemble) à avoir cité correctement l'agence pour les économies d'énergie (AFME). On retrouve, dans ce groupe, un assez grand nombre de résidents à Paris ou dans son agglomération (23%) et nombreux sont ceux, au sein des partisans du programme électro-nucléaire, qui sont très satisfaits de leur cadre de vie quotidien.

Répartition des réponses "Que favoriser pour accroître l'indépendance énergétique" selon l'inquiétude face à un éventuel accident de centrale

en %

	Craint un accident de centrale :					Ensemble
	Beaucoup	Assez	Un peu	Pas du tout	nsp	
électro-nucléaire	20.6	11.3	31.0	37.1	0.0	100.0
économie d'énergie	36.9	21.6	26.0	15.4	0.1	100.0
énergies renouvelables	32.9	18.4	28.8	19.6	0.2	100.0
<i>ensemble de la population</i>	<i>33.0</i>	<i>18.7</i>	<i>27.8</i>	<i>20.2</i>	<i>0.2</i>	<i>100.0</i>

Indépendance énergétique de la France et inquiétude vis-à-vis d'un accident



Les partisans des économies d'énergie : d'abord des personnes âgées.

Les personnes de 65 ans et plus fournissent près du quart des réponses en faveur des économies d'énergie (ils sont 18% dans l'ensemble) ; les femmes sont sur-représentées dans ce groupe et principalement dans cette catégorie d'âge. Le niveau d'études est très faible (aucun diplôme ou cep seulement) pour 45% des adeptes des économies d'énergie (contre 37% dans l'ensemble). Les personnes de 60 ans et plus non diplômées (ou cep seulement) représentent 21% de ceux optant pour les économies d'énergie (ils sont 17% en moyenne).

Répartition des réponses
"Que favoriser pour accroître l'indépendance énergétique ?"
selon l'âge

en %

	18-19 ans	20-29 ans	30-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus	Ensemble
électro-nucléaire	4.8	20.1	31.5	26.1	17.5	100.0
économies d'énergie	4.3	18.2	35.2	19.7	22.6	100.0
énergies renouvelables	4.6	23.4	34.4	22.4	15.2	100.0
<i>ensemble de la population</i>	<i>4.4</i>	<i>20.8</i>	<i>34.2</i>	<i>22.1</i>	<i>18.5</i>	<i>100.0</i>

Un faible niveau de vie est souvent sous-jacent.

Parmi les enquêtés favorables aux économies d'énergie, on trouve plus fréquemment, qu'en moyenne, des individus d'un faible niveau social : on y compte 20% d'ouvriers, autant de résidents en HLM/ILN, le niveau d'équipement du logement est souvent faible et dans 15% des cas, le revenu mensuel n'excède pas 6 000 francs. Les "difficultés à joindre les deux bouts" sont souvent exprimées et les augmentations du prix des diverses énergies sont très souvent redoutées. Enfin, 85% ne peuvent citer d'organismes s'occupant d'économies d'énergie et ceux qui en citent un, désignent souvent, mal à propos, EDF ou GDF.

Les énergies locales et renouvelables mises en avant par les jeunes diplômés.

"Favoriser l'utilisation des énergies locales et renouvelables" pour accroître l'indépendance énergétique de la France est avant tout préconisé par des jeunes, et principalement des jeunes ayant un niveau d'études élevé. 30% des individus ayant cette opinion ont le niveau d'études "bac-études supérieures", dont 8% âgés de 24 ans et moins et 12% de 25 à 39 ans. Les opinions sur des questions d'ordre général sont plutôt de type moderniste (appellation en opposition aux idées dites traditionalistes) : "la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien" (41% contre 34% dans l'ensemble), "les femmes doivent pouvoir travailler dans tous les cas où elles le désirent" (51% contre 47% dans l'ensemble), "le mariage peut être dissout si il y a accord des deux parties" (40% contre 37% dans l'ensemble).

Répartition des réponses

"Que favoriser pour accroître l'indépendance énergétique ?"
selon le niveau d'études déclaré

en %

	aucun, cep	bepc techn.	bac études sup.	ensemble
électro-nucléaire	27.4	33.5	39.1	100.0
économies d'énergie	45.1	37.8	17.1	100.0
énergies renouvelables	31.4	38.3	30.3	100.0
<i>ensemble de la population</i>	36.8	37.4	25.8	100.0

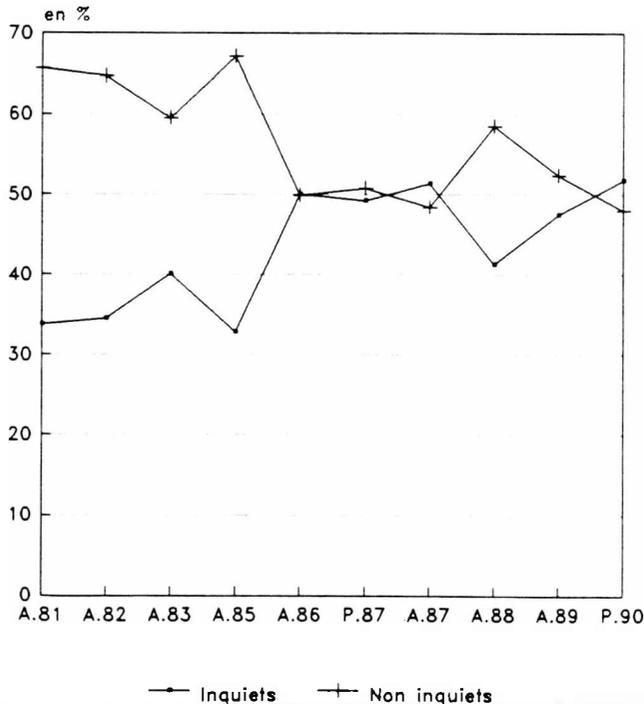
B - Le nucléaire

L'inquiétude, face à un éventuel accident de centrale nucléaire, concerne aujourd'hui la moitié de la population.

Une inquiétude en hausse

Au printemps 1990, 52% des Français se déclarent "beaucoup inquiets" ou "assez inquiets" d'un risque d'accident de centrale nucléaire. C'est le chiffre le plus élevé que l'on ait enregistré depuis l'automne 1981, c'est-à-dire depuis que la question est posée dans l'enquête. Les inquiets étaient 41% à l'automne 1988. A cette époque, on avait enregistré une baisse importante : en effet, depuis Tchernobyl les pourcentages oscillaient aux alentours de 50% (en 86 et 87). Avant cet évènement, on enregistrait de 33% à 40% de Français inquiets.

Inquiétude vis-à-vis d'un accident de centrale nucléaire



Le libellé exact de la question était le suivant :

On éprouve parfois de l'inquiétude, pour soi-même ou pour des proches. Pouvez-vous me dire si les risques suivants vous inquiètent :

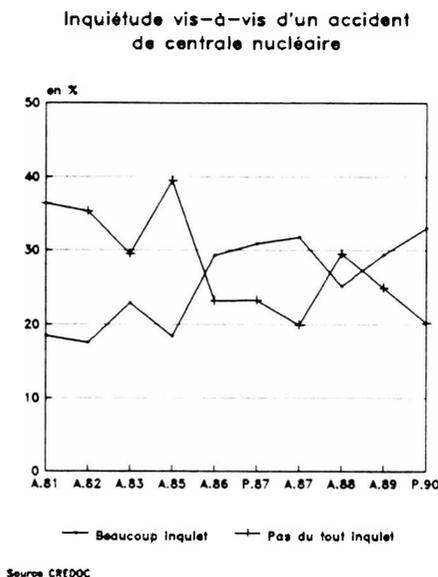
- 1. Beaucoup*
- 2. Assez*
- 3. Un peu*
- 4. Pas du tout*

(Maladie grave, accident de travail, agression dans la rue, accident de la route, chômage, accident de centrale nucléaire)

Inquiétude face à un éventuel accident de centrale nucléaire						
	beaucoup	assez	un peu	pas du tout	ne sait pas	Ensemble
Aut. 1981	18.5	15.3	29.2	36.4	0.7	100.0
Aut. 1982	17.5	17.0	29.4	35.3	0.8	100.0
Aut. 1983	22.9	17.2	30.0	29.5	0.3	100.0
Aut. 1985	18.4	14.4	27.6	39.5	0.1	100.0
Aut. 1986	29.3	20.7	26.7	23.2	0.0	100.0
Pri. 1987	30.9	18.3	27.5	23.3	0.0	100.0
Aut. 1987	31.8	19.6	28.5	19.9	0.2	100.0
Aut. 1988	25.2	16.1	29.0	29.5	0.2	100.0
Aut. 1989	29.4	18.1	27.4	25.0	0.1	100.0
Pri. 1990	33.0	18.8	27.8	20.2	0.2	100.0

Les réponses extrêmes "beaucoup inquiets" et "pas du tout inquiets" sont celles qui fluctuent le plus avec le temps. Le graphique de la courbe d'évolution de ces réponses extrêmes suit celle évoquée précédemment ("ensemble des inquiets" et "ensemble des non-inquiets"), sauf dans les années 86-87 où les écarts sont plus forts entre les deux réponses extrêmes. On remarquera qu'en une dizaine d'années, les pourcentages de réponses "beaucoup" et "pas du tout" se sont totalement inversés : 19% de "beaucoup

inquiets" en 1981 pour 36% de réponses "pas du tout inquiets" et, à l'inverse, 33% de réponses "beaucoup inquiets" et 20% de réponses "pas du tout inquiets" en 1990. Dans le même temps les réponses "assez inquiets" et "peu inquiets" n'ont pratiquement pas varié.



Le degré d'inquiétude vis-à-vis d'un éventuel accident de centrale est en relation avec l'inquiétude exprimée vis-à-vis d'autres risques.

Ceux qui se disent "beaucoup inquiets" d'un accident de centrale nucléaire se déclarent fréquemment "beaucoup inquiets" du chômage, d'une agression dans la rue, d'un accident de la route ou d'une maladie grave (les pourcentages sont environ de 20% supérieurs à la moyenne dans chaque cas cité). De même, les réponses "assez", "un peu" et "pas du tout inquiet" exprimées pour un de ces risques se trouvent formulées à l'identique pour chacun des autres risques. Le syndrome de l'inquiétude ne fait pas du nucléaire un cas isolé.

Des conditions de vie modestes et un vif désir de changement caractérisent les plus inquiets...

"La société a besoin de se transformer et pour la changer, il faut des réformes radicales". Voilà le discours-type de la population la plus inquiète d'un accident de centrale nucléaire (80% estiment que la société a besoin de se transformer et pour le tiers d'entre eux, cela devrait se faire par des réformes radicales). Souvent, les conditions de vie dominantes de ces enquêtés sont plutôt modestes : ouvriers, chômeurs et ménagères sans profession y sont plus nombreux qu'en moyenne. De même, les locataires et les résidents en HLM/ILN y sont largement représentés et le niveau de vie n'est guère élevé. D'ailleurs, 14% éprouvent "beaucoup de difficultés à joindre les deux bouts" (10% dans l'ensemble) et les restrictions y sont plus importantes qu'ailleurs. Enfin, la crainte d'une augmentation du prix des énergies dans les mois à venir est forte.

Face à ces difficultés cumulées, nervosité et état dépressif sont ici sur-représentés. Le niveau d'études déclaré est faible : 42% n'ont aucun diplôme ou seulement le cep (contre 37% dans l'ensemble). Enfin, 30% estiment que la femme ne devrait jamais travailler lorsqu'il y a des enfants en bas âge (contre 25% dans l'ensemble). Précisons, pour conclure, que pour 42% des plus inquiets d'un accident de centrale, il faudrait favoriser les économies d'énergie pour accroître l'indépendance énergétique de la France (38% ensemble).

...tandis qu'un niveau de vie élevé est souvent l'apanage d'une absence d'inquiétude.

Ceux qui se déclarent "pas du tout inquiets" d'un accident de centrale n'estiment pas, pour un quart d'entre eux, que la société ait besoin de se transformer (contre 18% dans l'ensemble). Leurs conditions de vie sont plutôt favorables : fréquemment diplômés de l'université ou des grandes écoles (20%), 7% ont eu accès à des postes de cadres supérieurs et leurs revenus sont élevés (près de 20% gagnent mensuellement 15 000 francs ou plus). 40% d'entre eux ne sont pas du tout inquiets du chômage (20% dans l'ensemble). Souvent très satisfaits de leur cadre de vie quotidien, de leur santé, de leur

logement, ces enquêtés sont en majorité des hommes, souvent des célibataires. Près du tiers n'ont pas eu d'enfants et près du quart résident dans la région parisienne. Pour plus de la moitié d'entre eux, les femmes devraient pouvoir travailler quand elles le désirent (55% contre 47%). Enfin, "favoriser le développement du programme électro-nucléaire pour accroître l'indépendance énergétique de la France" est l'avis de 22% des non inquiets d'un accident de centrale (contre 12% dans l'ensemble).

Répartition des réponses "inquiétude vis-à-vis d'un éventuel accident de centrale" selon le niveau d'études déclaré

en %

	aucun, cep	bepc technique	bac. études sup	Ensemble
beaucoup inquiet	41.9	39.4	18.7	100.0
assez inquiet	36.8	39.5	23.7	100.0
un peu inquiet	33.2	36.6	30.2	100.0
pas du tout inquiet	33.0	33.4	33.6	100.0
<i>ensemble de la population</i>	<i>36.8</i>	<i>37.4</i>	<i>25.8</i>	<i>100.0</i>

Répartition des réponses "inquiétude vis-à-vis d'un éventuel accident de centrale" selon les CSP

en %

	professions libér. cadres	employés	ouvriers	ménagères	retraités	autres	Ensemble
beaucoup inquiet	10.1	14.9	21.8	20.8	17.8	14.6	100.0
assez inquiet	13.6	14.5	16.4	15.8	23.7	16.0	100.0
un peu inquiet	18.2	18.1	13.1	17.4	18.3	14.9	100.0
pas du tout inquiet	19.7	13.8	14.4	14.0	20.7	17.4	100.0
<i>ensemble de la population</i>	<i>15.0</i>	<i>15.6</i>	<i>16.8</i>	<i>17.6</i>	<i>19.5</i>	<i>15.5</i>	<i>100.0</i>

II - LES ECONOMIES D'ENERGIE

A - Les travaux d'économie d'énergie dans le logement : où les Français rechercheraient-ils plutôt les renseignements dont ils ont besoin ?

Sept sources de renseignements touchant les travaux d'économie d'énergie dans le logement étaient proposées aux enquêtés. Ils devaient citer les trois premières qu'ils retiendraient en cas de nécessité. Si l'on se réfère seulement à la première citée, il s'avère qu'aucune des sept possibilités offertes ne se détache vraiment nettement.

Diverses sources de renseignements seraient utilisées, aucune n'est vraiment privilégiée.

Le quart des Français ont cité "EDF/GDF", 20% "s'orienteraient vers un centre d'information du chauffage ou du logement", 16% vers "l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie", 14% iraient "chez un artisan/entrepreneur", 12% s'adresseraient "à un ami". Les deux dernières propositions ont été moins citées : 4% ont choisi "une grande surface de bricolage" et 3% "un fabricant de matériel".

Si l'on tient compte des deuxièmes et troisièmes réponses, c'est-à-dire des solutions le plus citées en 1ère, en 2ème, ou 3ème réponses, 59% des Français iraient se renseigner dans "un centre d'information du chauffage ou du logement" et presque autant (56%) à EDF/GDF. L'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie est évoquée alors par 52% des Français et les artisans ou les entrepreneurs, 47%. Les fabricants de matériel et les grandes surfaces de bricolage recueillent toujours nettement moins de suffrages, même en cumulant les trois réponses fournies.

"Si vous envisagiez de réaliser des travaux d'économie d'énergie dans votre logement, où rechercheriez-vous plutôt vos renseignements ? " (classez les trois premières réponses).

(Résultats Printemps 1990).

	1ère citée	2ème citée	3ème citée	Cité en (1)(2)ou(3)
1. Chez un ami	11.7	5.8	11.8	29.3
2. Dans une grande surface de bricolage...	4.0	6.3	5.3	15.6
3. Dans un centre d'information du chauffage ou du logement	20.2	20.8	17.8	58.8
4. A EDF-GDF	25.0	18.7	12.0	55.7
5. Chez un fabricant de matériel	3.4	8.3	8.2	19.9
6. Chez un artisan/entrepreneur	13.8	15.9	16.8	46.5
7. A l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie	16.2	17.2	18.1	51.5
8. Autres, précisez	3.0	1.0	1.1	5.1
9. Ne sait pas, non réponse.....	2.7	6.0	8.9	17.6
Ensemble	100.0	100.0	100.0	-

Comment se conjuguent 1ère et 2ème réponses ?

Les cinq sources de renseignements les plus citées ont été fréquemment suivies des deuxièmes réponses suivantes : ceux qui ont cité "chez un ami" lors de la 1ère réponse ont, dans un deuxième temps évoqué la grande surface de bricolage" (19% des cas, contre 6% en moyenne) ; ceux qui ont cité "le centre d'information du chauffage ou du logement" ont évoqué "EDF-GDF" en 2ème réponse dans 38% des cas (contre 19% dans l'ensemble); une 1ère réponse "EDF-GDF" entraîne, dans 33% des cas, une seconde

réponse "AFME" (contre 17% dans l'ensemble) ; la réponse "artisan-entrepreneur" est suivie dans 13% des cas de "chez un ami" (contre 6% dans l'ensemble) ou de "centre d'information" dans 27% des cas (contre 21% dans l'ensemble); enfin la réponse "AFME" est assez massivement suivie de la réponse "centre d'information" (44% des cas, contre 21% en moyenne).

Ceux qui s'adresseraient à leurs amis sont souvent de condition modeste.

Plus de la moitié de ceux ayant donné cette réponse sont locataires de leur logement (54% contre 41% dans l'ensemble), les résidents en HLM/ILN comptant pour 21%. On relève également 21% d'ouvriers. De façon plus générale, mentionnons que les jeunes font souvent appel à leurs amis. 16% des individus du groupe se disent non intéressés par le montant annuel de leur consommation d'énergie. Ce domaine ne les préoccupe guère ; ils sont d'ailleurs très peu nombreux à pouvoir citer un organisme s'occupant d'économies d'énergies. Dans le cas de travaux d'amélioration du logement, un renseignement utile, c'est, pour 39% d'entre eux, d'abord "une documentation avec des conseils pratiques" (contre 31% dans l'ensemble). Le niveau d'équipement de leur logement est faible : 17% ne possèdent pas de téléviseur couleur (contre 11% dans l'ensemble), 71% ne disposent pas de machine à laver la vaisselle (contre 63% dans l'ensemble).

La grande surface de bricolage est le choix des personnes mariées.

Parmi ceux qui ont cité "une grande surface de bricolage", 85% sont en ménage ou mariés (contre 69% dans l'ensemble). Les individus âgés de 25 à 39 ans sont surreprésentés dans ce groupe (46%, contre 32% dans l'ensemble). Le budget familial est souvent, pour eux, difficile à boucler, d'où peut-être l'utilisation des grandes surfaces : pour 58%, le meilleur moyen d'accroître l'efficacité de l'aide aux familles serait une augmentation en argent (contre 41% dans l'ensemble).

Un centre d'information du chauffage et du logement tenterait davantage les femmes actives.

Ce choix a été formulé par 27% de femmes actives (22% dans l'ensemble). On retrouve là de nombreuses femmes célibataires et des femmes âgées de 30 à 49 ans (respectivement 11% et 22% contre 8% et 17%). 87% des individus ayant fait ce choix ne peuvent citer un organisme s'occupant d'économies d'énergie (80% dans l'ensemble).

EDF-GDF est plus souvent la réponse des personnes âgées.

Personnes âgées en général, femmes âgées en particulier, femmes inactives et parisiens de plus de 40 ans sont principalement concernés par la réponse EDF-GDF. 30% des personnes ayant fourni cette réponse sont âgées de 60 ans et plus, dont 22% de 65 ans et plus. On y compte 18% de femmes de 60 ans et plus et 32% de femmes inactives. Les urbains ont fréquemment donné cette réponse (42%) et on dénombre 40% de locataires. Les individus de ce groupe ayant cité un organisme s'occupant d'économie d'énergie ont dans 12% des cas fait référence à "EDF-GDF" (9% dans l'ensemble). Enfin, pour accroître l'indépendance énergétique de la France, il faut, selon 42% de ces répondants, accroître les économies d'énergie.

Le fabricant de matériel est recherché par les personnes mariées de plus de 40 ans.

Ceux qui rechercheraient leurs renseignements auprès d'un fabricant de matériel sont fréquemment âgés de 40 à 59 ans. On retrouve, dans ce groupe, 74% de personnes mariées ou en ménage; les hommes actifs représentent 44% du groupe. Propriétaires et résidents en pavillon y sont nombreux (49% pour les premiers, 68% pour les seconds).

Chercher les renseignements chez un artisan ou un entrepreneur est davantage du ressort des propriétaires de pavillons.

63% de propriétaires ont fait cette réponse (45% dans l'ensemble). On relève un pourcentage identique de provinciaux âgés d'au moins 40 ans et 80% de résidents en pavillon (contre 65% dans l'ensemble). Plus du quart de ceux ayant donné cette réponse occupent des logements construits avant 1915. Les habitants des petites communes de moins de 2000 habitants y sont nombreux : 35% résident dans un village ou un bourg, les exploitants agricoles représentent 8% du groupe (4% dans l'ensemble). On notera aussi la part importante de retraités (28%) et de personnes âgées de 60 ans et plus (36%) au sein de ce groupe.

L'AFME est davantage citée par les diplômés, les hommes et par ceux qui connaissent ses activités.

Le quart de ceux qui s'adresseraient à l'AFME pour rechercher leurs renseignements avant de réaliser des travaux d'économies d'énergie sont diplômés de l'université ou des grandes écoles, 41% étant du niveau "bac-études supérieures". Les personnes âgées de 25 à 39 ans de niveau bac ou plus sont nombreuses. D'ailleurs, les individus de cet âge représentent 40% du groupe (32% dans l'ensemble). Les hommes y sont largement représentés (56%), et en particulier les hommes mariés ou les hommes actifs. Les enquêtés résidant à Paris ou dans son agglomération représentent 23% du groupe (15% dans l'ensemble). Enfin, 41% d'entre eux disent connaître un organisme s'occupant d'économies d'énergie (20% dans l'ensemble). D'ailleurs, 22% ont cité "l'Agence pour les Economies d'Énergie, l'AFME", contre 8% en moyenne.

**Répartition des choix "où chercher des renseignements ?" (1)
selon l'âge**

en %

	24 ans et plus	25-39 ans	40-59 ans	60 ans et plus	Ensemble
Chez un ami	18.9	36.6	24.3	20.2	100.0
Grande surface	ns	46.3	28.8	ns	100.0
Centre information	16.6	33.1	29.1	21.2	100.0
EDF-GDF	13.6	27.6	29.7	29.1	100.0
Fabricant	ns	37.6	34.2	ns	100.0
Artisan	9.6	24.0	30.6	35.8	100.0
AFME	15.5	41.3	29.5	13.7	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>14.1</i>	<i>32.0</i>	<i>29.4</i>	<i>24.5</i>	<i>100.0</i>

**Répartition des choix "où chercher des renseignements ?" (1)
selon le statut matrimonial**

en %

	Célibataire	En ménage, marié	Séparé divorcé	Veuf	Ensemble
Chez un ami	22.8	60.5	ns	12.1	100.0
Grande surface	ns	84.6	ns	ns	100.0
Centre information	20.3	68.3	ns	7.0	100.0
EDF-GDF	19.4	64.3	5.8	10.5	100.0
Fabricant	ns	74.1	ns	ns	100.0
Artisan	15.5	71.6	ns	ns	100.0
AFME	14.2	78.4	ns	ns	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>17.7</i>	<i>69.2</i>	<i>4.4</i>	<i>8.7</i>	<i>100.0</i>

ns = non significatif.

(1) - Il s'agit ici de la première réponse citée.

**Répartition des choix "où chercher des renseignements ?" (1)
selon le statut d'occupation**

en %

	Accédant	Propriétaire	Locataire	Ensemble
Chez un ami	14.7	30.9	53.5	100.0
Grande surface	ns	44.4	39.7	100.0
Centre information	12.5	44.0	42.1	100.0
EDF-GDF	10.4	44.2	44.7	100.0
Fabricant	ns	49.4	33.7	100.0
Artisan	10.8	63.5	25.4	100.0
AFME	18.2	40.5	41.0	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>13.1</i>	<i>45.1</i>	<i>41.1</i>	<i>100.0</i>

**Répartition des choix "où chercher des renseignements ?" (1)
selon le type de logement**

en %

	Pavillon	HLM/ILN	Autre immeuble	Ensemble
Chez un ami	57.8	21.1	17.7	100.0
Grande surface	59.7	ns	ns	100.0
Centre information	66.1	16.1	15.6	100.0
EDF-GDF	59.0	18.3	20.9	100.0
Fabricant	68.4	14.8	12.9	100.0
Artisan	78.8	7.8	10.4	100.0
AFME	65.2	12.8	19.9	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>64.7</i>	<i>15.2</i>	<i>17.6</i>	<i>100.0</i>

ns = non significatif.

(1) - Il s'agit ici de la première réponse citée.

**Répartition des choix "où chercher des renseignements ?" (1)
selon la taille d'agglomération**

en %

	< 2000 hab.	2000 à 20000 hab.	20000 à 100000 hab.	100000 hab. et plus	Paris agglo	Ensemble
Chez un ami	25.2	14.1	15.7	26.8	18.2	100.0
Grande surface	ns	ns	ns	31.1	ns	100.0
Centre information	28.9	18.8	14.0	27.7	10.6	100.0
EDF-GDF	19.3	17.1	13.6	32.1	17.9	100.0
Fabricant	ns	ns	ns	ns	ns	100.0
Artisan	40.2	15.4	16.5	23.5	ns	100.0
AFME	27.3	13.1	7.9	28.7	23.0	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>27.5</i>	<i>15.5</i>	<i>13.6</i>	<i>28.0</i>	<i>15.4</i>	<i>100.0</i>

**Répartition des choix "où chercher des renseignements ?" (1)
selon le sexe et l'activité**

en %

	Homme actif	Homme inactif	Femme active	Femme inactive	Ensemble
Chez un ami	44.7	12.2	20.4	22.7	100.0
Grande surface	34.8	ns	ns	ns	100.0
Centre information	30.8	14.1	27.0	28.1	100.0
EDF-GDF	31.5	16.2	20.4	31.9	100.0
Fabricant	43.8	ns	ns	ns	100.0
Artisan	29.3	23.5	19.9	27.3	100.0
AFME	45.2	13.3	22.1	19.4	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>35.2</i>	<i>15.9</i>	<i>22.0</i>	<i>26.9</i>	<i>100.0</i>

ns = non significatif.

(1) - Il s'agit ici de la première réponse citée.

B - Pour des travaux d'amélioration du logement, de quel ordre sont les renseignements jugés les plus utiles ?

" Si vous envisagiez des travaux d'amélioration de votre logement (restauration, économies d'énergie, agrandissement de la maison, etc...), pour vous personnellement, un renseignement utile, ce serait d'abord ...?" (Classez les deux premières réponses)

(Résultats Printemps 1990)

	1ère citée	2ème citée	Cité en (1)ou (2)
1. Une documentation avec des conseils pratiques	31.2	16.5	47.7
2. Des fourchettes de prix affichés	13.7	16.9	30.6
3. Des coûts d'entretien fournis lors de l'achat d'équipement	9.5	12.9	22.4
4. Des essais comparatifs de performance des matériels..	13.0	18.5	31.5
5. Une aide personnalisée faite par un spécialiste (lecture de devis, par exemple,...)	21.8	18.2	40.0
6. Des produits et matériaux conseillés par un organisme indépendant	5.0	10.2	15.2
7. Autre, précisez	2.2	1.1	3.3
8. Ne sait pas, non réponse.....	3.6	5.7	9.3
Ensemble	100.0	100.0	

"La documentation avec des conseils pratiques", citée en première réponse dans près du tiers des cas, est le type de renseignement qui apparaît le plus utile aux Français. "Une aide personnalisée faite par un spécialiste (lecture de devis, par exemple ...)" recueille également une bonne part des citations (22%). Puis viennent à peu près à égalité (14%

et 13%) : "des fourchettes de prix affichés" et "des essais comparatifs de performance des matériels". Seulement 10% des Français considèrent que "des coûts d'entretien fournis lors de l'achat d'équipement" fourniraient le renseignement le plus utile et 5% que ce serait "des produits et matériaux conseillés par un organisme indépendant".

Si l'on tient compte, à la fois, des première et seconde réponses, c'est la "documentation avec des conseils pratiques" qui arrive encore en tête, citée par 48% des individus ; "l'aide personnalisée faite par un spécialiste" est retenue par 40% des Français. Viennent ensuite "des essais comparatifs de performance des matériels" (32%) et "des fourchettes de prix affichés" (31%). Les deux dernières propositions obtiennent nettement moins de citations.

Comment se conjuguent 1ère et 2ème réponses ?

Une première réponse, portant sur une demande de "documentation" entraîne, dans le quart des cas environ, une seconde réponse "fourchettes de prix affichés" et, dans un autre quart, une demande "d'aide personnalisée faite par un spécialiste". Lorsque ce sont "les fourchettes de prix" qui sont jugées les plus utiles, en second lieu viennent "les essais comparatifs" (29%, contre 19% dans l'ensemble). De même, on retrouve cette seconde réponse dans 32% des premières citations sur la fourniture "des coûts d'entretien". Ceux qui ont jugé "les essais comparatifs" comme les renseignements les plus utiles ont cité en second lieu, dans un peu plus du quart des cas, "la documentation" comme renseignement le plus utile. De même, "la documentation" est citée le plus souvent en seconde réponse par ceux qui attendent en premier lieu "l'aide personnalisée" (dans 30% des cas), où les "conseils d'un organisme indépendant" (dans 29% des cas).

Principales caractéristiques des enquêtés selon le type de renseignement jugé le plus utile.

"Une documentation avec des conseils pratiques" est le type de renseignement choisi en premier lieu par 31% des enquêtés. Pour cette réponse, peu de caractéristiques se dégagent, si ce n'est une relative aisance financière : les dépenses concernant le logement sont considérées comme "négligeables, petites" par 63% de ces enquêtés (contre 59% dans l'ensemble), et 38% "éprouvent peu de difficultés à joindre les deux bouts" (contre 35% dans l'ensemble).

"Des fourchettes de prix affichés" seraient les plus utiles à 14% des Français : ce sont, contrairement au groupe cité précédemment, des individus qui sont dans une situation financière difficile. 19% "éprouvent beaucoup de difficultés à joindre les deux bouts" (10% dans l'ensemble). Pour près de la moitié de ce groupe, les dépenses de logement sont "de très lourdes charges". Des restrictions sur le logement sont d'ailleurs déclarées par le quart de ces enquêtés. Dans plus de la moitié des cas, une augmentation en argent est considérée comme le meilleur moyen d'accroître l'efficacité de l'aide aux familles. Des fourchettes de prix affichés seraient les renseignements les plus utiles pour de nombreux ouvriers (23%). D'autre part, 43% de ces répondants ne possèdent aucun diplôme ou seulement le cep (les non-diplômés sont 37% en moyenne).

"Des coûts d'entretien fournis lors de l'achat d'équipement" sont cités principalement par des individus ayant un niveau d'études "bepc-technique". Les jeunes hommes et les hommes célibataires sont souvent intéressés par cette information. 10% des enquêtés dans l'ensemble ont cité, en premier lieu, ce type de renseignement.

"Des essais comparatifs de performance des matériels" (cités par 13% de la population) sont par contre plus souvent choisis par des individus plus diplômés : 42% ont le niveau "baccalauréat ou études supérieures" (contre 26% dans l'ensemble), et 19% sont diplômés de l'université ou des grandes écoles. Il s'agit là principalement d'hommes,

souvent actifs (55% d'hommes, dont 48% d'hommes actifs). La tranche d'âge 40-59 ans y est sur-représentée (36%, contre 29% dans l'ensemble). De fait on trouve ici 23% d'hommes de cet âge (contre 15% dans l'ensemble). Près du quart du groupe réside à Paris ou dans son agglomération (contre 15% dans l'ensemble). Le revenu mensuel atteint 15 000 francs ou plus pour 23% d'entre eux (14% dans l'ensemble).

"Une aide personnalisée faite par un spécialiste" (22% des réponses) serait nettement appréciée des femmes (62%, contre 53% dans l'ensemble). Les femmes inactives représentent 34% du groupe (27% dans l'ensemble). Les femmes jeunes sont principalement concernées (21% sont âgées de 25 à 39 ans, contre 16% dans l'ensemble). Il s'agit là souvent d'habitants de bourgs ou villages (30% du groupe, contre 24% en moyenne) et de personnes disposant de revenus mensuels relativement faibles, compris entre 4 000 et 6 000 francs (17% du groupe, contre 12% en moyenne).

"Des produits et matériaux conseillés par un organisme indépendant" est une source de renseignements citée par 5% seulement de la population. Les hommes ici sont les principaux concernés, et en particulier les hommes actifs, mariés et d'âge moyen (66% d'hommes, dont 52% d'actifs, 57% d'hommes mariés, 25% âgés de 25 à 39 ans et autant âgés de 40 à 59 ans). Notons que 21% d'entre eux ont cité "L'agence pour les Economies d'Energie-l'AFME" comme organisme s'occupant en France d'économies d'énergie (contre 8% dans l'ensemble). L'organisme indépendant dont il est question ici et qui conseillerait produits et matériaux en vue de travaux d'amélioration du logement pourrait donc bien être, dans l'esprit des répondants, associé à l'AFME, qu'ils connaissent relativement mieux que d'autres catégories.

Renseignements jugés les plus utiles

1ère et 2ème réponses

en %

2ème réponse citée 1ère réponse citée	Docum.	Fourchette prix	Coûts entretien	Essais compar.	Aide person.	Conseil organ.	Autres nsp-nr	Ensemble
Documentation	ns	25.6	14.4	21.7	26.9	9.5	ns	100.0
Fourchette prix	19.8	ns	16.7	29.2	24.5	7.6	ns	100.0
Coûts entretien	19.7	12.6	ns	32.2	24.2	ns	ns	100.0
Essais compar.	27.0	19.1	15.7	ns	22.7	13.5	ns	100.0
Aide personnalisée	29.6	19.8	15.4	15.6	ns	15.9	ns	100.0
Conseil organ.	28.6	ns	ns	22.7	ns	ns	ns	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	16,5	16,9	12,9	18,5	18,2	10,2	6,8	100,0

Renseignements jugés les plus utiles selon l'opinion sur les dépenses concernant le logement

en %

	négligeables, petites	très lourdes, lourdes	nsp, non réponse	Ensemble
Documentation	63,3	34,7	ns	100,0
Fourchettes prix	51,0	47,7	ns	100,0
Coûts entretien	58,5	36,9	ns	100,0
Essais comparatifs	58,4	38,5	ns	100,0
Aide personnalisée	55,5	42,7	ns	100,0
Conseil organisme	63,3	35,7	ns	100,0
<i>Ensemble de la population</i>	58,9	38,7	2,4	100,0

ns = non significatif.

**Renseignements jugés les plus utiles
selon les difficultés éprouvées pour "joindre les deux bouts"**

en %

	beaucoup	assez	peu	aucune	nsp	Ensemble
Documentation	9.4	24.6	38.3	27.4	ns	100.0
Fourchettes prix	18.7	27.4	27.5	26.4	ns	100.0
Coûts entretien	11.6	25.9	31.2	31.0	ns	100.0
Essais comparatifs	ns	25.4	37.4	31.2	ns	100.0
Aide personnalisée	10.0	32.8	36.0	20.8	ns	100.0
Conseil organisme	ns	22.1	32.6	36.2	ns	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>10.5</i>	<i>27.1</i>	<i>34.5</i>	<i>27.6</i>	<i>ns</i>	<i>100.0</i>

**Renseignements jugés les plus utiles
selon le niveau d'études déclaré**

en %

	aucun, cep	bepc techn.	bac études sup.	Ensemble
Documentation	35.3	36.1	28.6	100.0
Fourchettes prix	42.7	38.6	19.7	100.0
Coûts entretien	36.8	47.8	15.4	100.0
Essais comparatifs	20.0	37.9	42.1	100.0
Aide personnalisée	40.3	38.6	21.1	100.0
Conseil organisme	37.3	31.6	31.1	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>36.8</i>	<i>37.4</i>	<i>25.8</i>	<i>100.0</i>

ns = non significatif.

**Renseignements jugés les plus utiles
selon le sexe et l'activité**

en %

	Homme actif	Homme inactif	Femme active	Femme inactive	Ensemble
Documentation	34.7	18.7	22.2	24.4	100.0
Fourchettes prix	34.1	15.7	22.9	27.3	100.0
Coûts entretien	37.6	14.2	19.4	28.7	100.0
Essais comparatifs	48.2	11.5	23.1	17.2	100.0
Aide personnalisée	28.6	11.8	25.9	33.7	100.0
Conseil organisme	51.5	ns	ns	ns	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	35.2	15.9	22.0	26.9	100.0

**Renseignements jugés les plus utiles
selon l'âge**

en %

	24 ans et moins	25-39 ans	40-59 ans	60 ans et plus	Ensemble
Documentation	12.4	34.2	29.4	24.0	100.0
Fourchettes prix	16.7	33.2	26.4	23.6	100.0
Coûts entretien	17.3	28.2	30.2	24.3	100.0
Essais comparatifs	16.7	34.5	36.2	12.6	100.0
Aide personnalisée	14.8	32.8	25.9	26.4	100.0
Conseil organisme	ns	36.3	36.3	21.1	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	14.1	32.0	29.3	24.5	100.0

ns = non significatif.

Y a-t-il un lien entre le lieu privilégié pour rechercher des renseignements et ce que l'on considère comme un renseignement utile ?

Ce lien n'est pas toujours évident : on remarque, cependant, que ceux qui ont cité l'AFME comme lieu privilégié retiennent plus fréquemment l'idée que des "essais comparatifs" ou une "aide privilégiée faite par un spécialiste" sont les sources de renseignements les plus utiles ; le "conseil d'un organisme indépendant" est aussi dans ce cas plus cité qu'en moyenne. D'autre part, ceux qui recherchent le plus des renseignements "chez un ami" sont le plus souvent attirés par une documentation ou une fourchette de prix précise.

**"Où chercher des renseignements" selon
les renseignements jugés les plus utiles**

en %

	Docum.	Fourchettes prix	Coûts entretien	Essais compar.	Aide person.	Conseil organis.	Autres	Ensemble
Chez un ami	39.1	19.0	8.8	9.3	15.1	ns	ns	100.0
EDG/GDF	30,4	15,6	11,2	10,7	22,8	3,6	ns	100.0
Centre info.log.	34.5	8.5	8.8	15.7	26.4	ns	ns	100.0
Artis.entrepr	24.4	18.3	12.4	9.6	27.6	ns	ns	100.0
AFME	29.9	11.1	7.5	20.5	22.0	8.3	ns	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>31.2</i>	<i>13.7</i>	<i>9.6</i>	<i>13.0</i>	<i>21.8</i>	<i>5.0</i>	<i>5.7</i>	<i>100.0</i>

ns = non significatif

C - La population connaît-elle un organisme qui s'occupe en France d'économies d'énergie ? Une réponse mitigée.

"Pouvez-vous citer un organisme qui s'occupe, en France, d'économies d'énergie ?"

	oui	non	Ensemble
Aut. 1988	17,9	82,1	100,0
Pri. 1990	20,0	80,0	100,0

Si oui, lequel ?

Organismes cités	Aut. 88	Pri. 90
Edf, gdf	34,4	42,7
Ministère de l'énergie	12,2	0,2
Agence éco.AFME	21,8	39,3
Organ.consommateurs	5,6	1,1
Autres serv. publics	5,4	4,8
Services privés	5,1	1,5
Autres	6,5	3,7
nsp	9,0	6,7
Ensemble	100,0	100,0

20% des Français disent pouvoir citer un organisme s'occupant d'économies d'énergie.

Ce pourcentage n'a pas vraiment varié depuis l'automne 1988 : il était de 18% à l'époque. Par ailleurs, les caractéristiques de cette population restent, dans ses grandes lignes, les mêmes que celles observées il y a deux ans : il s'agit principalement d'hommes (61% alors

qu'ils sont 47%). Les hommes actifs, notamment, représentent 45% du groupe en 1990 (contre 31% dans l'ensemble), ils étaient 41% en 1988 (contre 29% en moyenne). Le niveau d'études de ce groupe est plus élevé que dans l'ensemble de la population : 42% ont le niveau "bac ou plus" au printemps 1990 (ils sont 26% dans l'ensemble) et les diplômés de l'université ou des grandes écoles représentent 28% (contre 13%). La part des diplômés encore jeunes est d'ailleurs importante dans ce groupe : 20% de 25-39 ans possédant le bac ou plus (10% dans l'ensemble) y figurent. La classe d'âge 30-49 ans est par ailleurs largement représentée (46%, contre 34% dans l'ensemble); alors qu'à l'automne 1988, c'était la classe d'âge 40-59 ans (37%, contre 28%). On observe donc une tendance au rajeunissement de la population pouvant citer un organisme s'occupant d'économies d'énergie.

39% des répondants ont cité "l'Agence pour les Economies d'Energie-l'AFME", soit 8% de l'ensemble de la population. Qui sont-ils ?

Il s'agit essentiellement de diplômés : 62% des individus du groupe sont diplômés, disposant au moins du baccalauréat (contre 26% en moyenne), dont 43% sortant de l'université ou des grandes écoles (contre 13% dans l'ensemble). Une autre caractéristique importante de cette population est de faire plutôt confiance à l'AFME : c'est auprès d'elle qu'ils rechercheraient plutôt leurs renseignements s'ils devaient réaliser des travaux d'économie d'énergie dans leur logement (46%, contre 16% en moyenne). Ces individus sont principalement des hommes (68%, contre 47% dans l'ensemble), en particulier des hommes mariés, actifs et âgés de 30 à 49 ans (55% d'hommes mariés, 47% d'hommes actifs, 32% d'hommes de 30 à 49 ans). Cette dernière tranche d'âge est d'ailleurs largement représentée puisqu'elle constitue la moitié du groupe. Enfin, parisiens, accédants et cadres aux hauts revenus constituent encore quelques-unes des caractéristiques distinctives de ce groupe ayant cité l'AFME comme organisme s'occupant en France d'économies d'énergie.

Par ailleurs, il faut constater que "EDF/GDF" est toujours plus cité que "l'AFME" (43%, contre 39%), mais au printemps 90 cette dernière talonne "EDF/GDF" et n'est plus qu'à quelques points d'écart, alors qu'à l'automne 88 "EDF/GDF" était cité dans 34% des cas et "l'AFME" dans 22%. Le Ministère de l'Énergie recueillait alors 12% des citations.

**Pouvez-vous citer un organisme s'occupant d'économies d'énergie
selon le niveau d'études**

en %

	aucun, cep	bepc technique	bac études sup.	Ensemble
oui	18.0	40.4	41.6	100.0
non	41.5	36.6	21.9	100.0
<i>ensemble de la population</i>	36.8	37.4	25.8	100.0

**Organismes cités
selon le niveau d'études**

en %

	aucun, cep	bepc technique	bac études sup.	Ensemble
EDF-GDF	29.0	51.7	19.3	100.0
Ag. éco.AFME	ns	28.1	62.5	100.0
<i>ensemble de la population</i>	18.0	40.4	41.6	100.0

ns = non significatif.

D - Que pense l'opinion publique de la mise en application de l'heure d'été ?

*"Nous sommes passés à l'heure d'été au mois d'avril. Vous, personnellement, y êtes-vous :
Très favorable, assez favorable, peu favorable, pas du tout favorable, indifférent ?"
(Réponses Printemps 1990)*

Avis sur l'heure d'été	
1. Très favorable	8.6
2. Assez favorable.....	11.9
3. Peu favorable	17.3
4. Pas du tout favorable	44.2
5. Indifférent	17.7
6. Ne sait pas	0.3
Ensemble	100.0

44% des Français ne sont pas du tout favorables à l'heure d'été.

Les résidents de province, âgés de plus de 40 ans, représentent 56% de ceux qui ne sont pas du tout favorables à l'heure d'été (alors qu'ils constituent 46% de la population). Les personnes âgées de 40 à 59 ans plus particulièrement comptent pour 36% (29% dans l'ensemble). On notera une sur-représentation des exploitants agricoles (6%). Les opposants à l'horaire d'été sont principalement des Français habitant un pavillon (71%, contre 65% dans l'ensemble), résidant dans une commune de moins de 2000 habitants (32%, contre 28% dans l'ensemble), dans une zone d'habitat dispersé (13%, contre 10% dans l'ensemble). En général, les ruraux ressentent mal ces nouvelles mesures qui prennent le pas sur la nature et/ou leurs habitudes. Les caractéristiques socio-démographiques de ces opposants expliquent qu'il s'agit aussi le plus souvent de Français mariés ayant eu des enfants (82%, contre 74% dans l'ensemble) et de non-diplômés (42% n'ont aucun diplôme ou seulement le cep, contre 37% dans l'ensemble). Peu

confiants en général sur le fonctionnement des institutions, de la société actuelle, sur l'évolution du niveau de vie ou des conditions de vie dans les années à venir, ces individus déclarent se sentir surtout bien et détendus en famille (70%).

Les 25-39 ans "peu favorables" à l'horaire d'été.

17% de l'ensemble de la population est, rappelons-le, "peu favorables" à ce changement d'horaire imposé l'été aux Français : près de 40% des individus de ce groupe sont âgés de 25 à 39 ans; on trouve ici plus de femmes et plus de diplômés (bac ou plus) de cette tranche d'âge. En général, les femmes sont plus nombreuses à avoir donné cette réponse (59%).

Les plus jeunes (24 ans et moins) se déclarent "assez favorables".

Le quart du groupe ayant donné cette réponse est âgé de 24 ans et moins (contre 14% dans l'ensemble). 21% n'ont jamais travaillé, nombreux sont étudiants (13%) et 10% sont âgés de 18 à 19 ans. La moitié de ceux qui se déclarent "assez favorables" sont des résidents de province âgés de moins de 40 ans (contre 38% dans l'ensemble). Comme il s'agit d'une population jeune, on ne s'étonnera pas que le tiers du groupe n'a pas eu d'enfant, 54% ne s'imposent pas de restrictions régulières (42% dans l'ensemble). D'ailleurs, les opinions sur les conditions de vie dans l'avenir et l'évolution du niveau de vie sont plutôt optimistes; enfin, le fonctionnement de certaines institutions est assez bien ressenti (pour 38%, la justice fonctionne assez bien, contre 29% dans l'ensemble).

Les "très favorables" à l'heure d'été sont minoritaires.

9% des Français se sont déclarés très favorables à l'heure d'été. La possession d'un magnétoscope et d'une résidence secondaire sont les seuls traits caractéristiques de cette population, ce qui permet de subodorer des conditions de vie plutôt aisées. Autre trait à relever : leur assez bonne appréhension du nucléaire.

L'indifférence concerne davantage les jeunes et les parisiens.

Plus du quart (27%) des "indifférents" au changement d'horaire d'été sont des jeunes âgés de moins de 24 ans (ils sont 14% dans l'ensemble). On compte ici de nombreux célibataires (29%, contre 18% dans l'ensemble). Les étudiants représentent 11% du groupe. Les parisiens ne sont guère réceptifs aux changements horaires et 24% de ceux qui ont cette attitude résident dans la région parisienne (18% dans l'ensemble).

"Êtes-vous favorable à l'heure d'été ?"

selon le diplôme

en %

	Aucun, CEP	BEPC technique	Bac Etudes sup.	Ensemble
Très favorable	35,2	35,6	29,2	100,0
Assez favorable	29,7	41,8	28,5	100,0
Peu favorable	32,5	37,1	30,4	100,0
Pas du tout favorable	42,3	37,0	20,7	100,0
Indifférent	36,7	36,5	30,8	100,0
<i>Ensemble de la population</i>	36,8	37,4	25,8	100,0

"Etes-vous favorable à l'heure d'été ?"

selon l'âge

en %

	24 ans et moins	25-39 ans	40-59 ans	60 ans et plus	Ensemble
Très favorable	14.9	36.5	29.3	19.3	100.0
Assez favorable	24.8	34.3	21.8	19.0	100.0
Peu favorable	12.2	39.2	26.0	22.6	100.0
Pas du tout favorable	6.9	28.8	36.4	27.9	100.0
Indifférent	26.7	29.4	19.3	24.5	100.0
<i>Ensemble de la de la population</i>	<i>14.1</i>	<i>32.0</i>	<i>29.3</i>	<i>24.5</i>	<i>100.0</i>

"Etes-vous favorable à l'heure d'été ?"

selon l'âge (+ ou - de 40 ans) et la région

en %

	Jeunes province	Agés province	Jeunes Paris	Agés Paris	Ensemble
Très favorable	42.1	38.4	ns	ns	100.0
Assez favorable	50.1	34.3	9.1	ns	100.0
Peu favorable	42.7	42.6	8.7	6.0	100.0
Pas du tout favor.	31.0	55.9	4.7	8.4	100.0
Indifférent	43.7	36.4	12.4	7.4	100.0
<i>Ensemble de la population</i>	<i>38.5</i>	<i>46.1</i>	<i>7.7</i>	<i>7.7</i>	<i>100.0</i>

ns = non significatif.

COLLECTION des RaPPORTS

Récemment parus :

"Conditions de vie et Aspirations des Français", Le R.M.I à l'épreuve de l'opinion, par Viviane Payet -Thouvenot, N° 88, Octobre 1990.

Intégration verticale et grande distribution dans la filière alimentaire - Développement des produits nouveaux des P.M.I : relations P.M.I. - grande distribution, par Lylian Vignau, N° 89, Novembre 1990.

Le logement des plus démunis en Seine-et-Marne, par Patricia Croutte et Patrick Dubechot, N° 90, Octobre 1990.

"Conditions de vie et Aspirations des Français", Se déplacer en ville et en dehors, par Françoise Boscher, N° 91, Décembre 1990.

Le Consommateur âgé et l'alimentation, par Jean-François Greiveldinger, Christophe Maisonneuve, Sébastien Lion, N° 92, Décembre 1990.

"Conditions de vie et Aspirations des Français", L'Agence Nationale pour l'Emploi face à l'opinion, fin 1989 - Automne 1989, par Catherine Duflos, N° 93, Janvier 1991.

Président : Bernard SCHAEFER Directeur : Robert ROCHEFORT
142, rue du Chevaleret, 75013 PARIS - Tél : (1) 40.77.85.00

CRÉDOC

Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie